

PARTE SECONDA

ATTI DEGLI ASSESSORI REGIONALI

ASSESSORATO SANITÀ, SALUTE E POLITICHE SOCIALI

Decreto 5 maggio 2023, n. 4224/san.

Iscrizione, in applicazione della deliberazione della Giunta regionale n. 264 in data 3 febbraio 2006, nella sezione «C» del Registro regionale dei docenti formatori e dei volontari istruttori del personale soccorritore.

L'ASSESSORE ALLA SANITÀ, SALUTE E POLITICHE SOCIALI

Omissis

decreta

- di iscrivere, in applicazione della deliberazione della Giunta regionale n. 264 in data 3 febbraio 2006, nella sezione "C" del Registro regionale dei docenti formatori e dei volontari istruttori del personale soccorritore, i sottolencati istruttori:

- | | |
|-------------------------------------|-------------------|
| 83) infermiera | Desandrè Cristina |
| 84) operatore tecnico specializzato | Juglair Michel |
| 85) operatore tecnico specializzato | Blanc Pascal |

- di stabilire che il presente decreto venga pubblicato per estratto sul Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 5 maggio 2023

L'Assessore
Carlo MARZI

AVVISI E COMUNICATI

Publication de la version française de l'accord collectif régional mentionné ci-dessous, sans préjudice de l'entrée en vigueur et de tout autre effet découlant de la publication de l'acte en question au B.O. n° 21 du 2 mai 2023.

COMITÉ RÉGIONAL POUR LES RAPPORTS AVEC LES SYNDICATS

SIGNATURE DE L'ACCORD COLLECTIF RÉGIONAL DE TRAVAIL POUR LES AVOCATS CADRES ET LES AVOCATS STAGIAIRES AFFECTÉS À L'AVOCATURE DE LA RÉGION AUTONOME VALLÉE D'AOSTE. (Réf. n° 5914 du 9 mars 2023)

Le 9 mars 2023, à 10 h 30, dans les locaux du Comité régional pour les rapports avec les syndicats situés 1, place A. Deffeyes, Aoste, la présidente de celui-ci, Ornella Badery, et les représentants des organisations syndicales représentatives de la Fonction publique ci-après :

FP/CGIL - Igor DE BELLI

DEUXIÈME PARTIE

ACTES DES ASSESSEURS RÉGIONAUX

ASSESSORAT DE LA SANTÉ, DU BIEN-ÊTRE ET DES POLITIQUES SOCIALES

Arrêté du 5 mai 2023, réf. n° 4224/san,

portant immatriculation à la section C du Registre régional des enseignants formateurs et des secouristes bénévoles instructeurs chargés de la formation des secouristes, en application de la délibération du Gouvernement régional n° 264 du 3 février 2006.

L'ASSESEUR RÉGIONAL À LA SANTÉ, AU BIEN-ÊTRE ET AUX POLITIQUES SOCIALES

Omissis

arrête

- En application de la délibération du Gouvernement régional n° 264 du 3 février 2006, les personnes indiquées ci-après sont immatriculées à la section C du Registre régional des enseignants formateurs et des secouristes bénévoles instructeurs chargés de la formation des secouristes :

- | |
|---|
| 83) Desandrè Cristina (infirmière) ; |
| 84) Juglair Michel (opérateur technique spécialisé) ; |
| 85) Blanc Pascal (opérateur technique spécialisé). |

- Le présent arrêté est publié par extrait au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 5 mai 2023.

L'assesseur,
Carlo MARZI

AVIS ET COMMUNIQUÉS

CISL/FP - Jean DONDEYNAZ et Chiara PASQUALOTTO
SAVT/FP - Mauro CRETIER
UIL/FPL - Irma MORO
FIALP SiVDER - Massimo PASQUALOTTO
CONAPO - Roberto UVA

Vu l'avis favorable exprimé par le Comité régional pour les politiques contractuelles au sens du sixième alinéa de l'art. 48 de la loi régionale n° 22 du 23 juillet 2010 et de la délibération du Gouvernement régional n° 179 du 28 février 2023 autorisant la présidente du Comité régional pour les rapports avec les syndicats à signer, aux termes du septième alinéa de l'article susmentionné, l'accord en cause,

SIGNENT

l'accord collectif régional de travail pour les avocats cadres et les avocats stagiaires affectés à l'Avocature de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Le texte signé correspond au texte annexé à la DGR n° 179/2023 et au présent procès-verbal, dont il fait partie intégrante.

La présidente du Comité régional pour les rapports avec les syndicats,
Ornella BADERY

signé

FP/CGIL - signé
CISL/FP - signé
SAVT/FP - signé
UIL/FPL - signé
FIALP SiVDER - signé
CONAPO - signé

**ACCORD COLLECTIF RÉGIONAL DE TRAVAIL
POUR LES AVOCATS CADRES ET LES AVOCATS STAGIAIRES
AFFECTÉS À L'AVOCATURE DE LA RÉGION AUTONOME VALLÉE D'AOSTE**

Art. 1^{er}
Champ d'application

1. Le présent accord s'applique aux avocats cadres et aux avocats stagiaires affectés à l'Avocature de la Région autonome Vallée d'Aoste et réglemente :
 - a) Les paramètres sur la base desquels la rémunération visée au premier alinéa de l'art. 1^{er} sexies de la loi régionale n° 6 du 15 mars 2011, tel qu'il a été inséré par l'art. 6 de la loi régionale n° 1 du 3 février 2021, doit être versée ou réduite ;
 - b) Les critères, l'importance et les modalités de liquidation des remboursements dus aux avocats stagiaires ;
 - c) Les modalités de liquidation des rémunérations dues aux avocats cadres.

Art. 2
Durée

1. Le présent accord produit ses effets juridiques et économiques à compter du premier jour du mois suivant la date de sa passation et pour trois ans.
2. Le présent accord, une fois parvenu à son échéance, est reconduit tacitement d'année en année. En cas de dénonciation de la part de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée envoyée trois mois au moins avant ladite échéance, toutes les dispositions contractuelles restent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une nouvelle convention collective.

Art. 3
Disposition de sauvegarde

1. Les présentes dispositions normatives et économiques continuent d'être appliquées après l'échéance susmentionnée tant qu'aucun autre accord n'est passé. Les bénéfices économiques peuvent être suspendus, en tout ou en partie, en cas de dépassement des plafonds de dépense.

Art. 4
Rémunérations

1. Les avocats cadres perçoivent les rémunérations dues aux termes de la loi n° 114 du 11 août 2014 et de l'art. 1^{er} ter de la LR n° 6/2011, nettes de frais généraux, que l'Administration régionale recouvre du fait des actes juridictionnels – tels que les jugements, ordonnances, arrêts, actes du juge d'exécution, renonciations ou transactions – pris en sa faveur dans le cadre des causes plaidées par l'Avocature.
2. Les types d'actes juridictionnels ouvrant droit à la perception des rémunérations en cause sont établis par un acte du dirigeant de l'Avocature.
3. Les rémunérations en cause sont dues tant dans le cas d'un acte juridictionnel condamnant la partie adverse à rembourser à l'Administration régionale les frais d'avocat, que dans le cas d'un acte juridictionnel favorable à celle-ci mais établissant la compensation totale ou partielle des frais.

Art. 5
Critères de répartition des rémunérations dues au sens des art. 1^{er} quater et 1^{er} quinquies de la LR n° 6/2011

1. Les rémunérations dues au sens des art. 1^{er} quater et 1^{er} quinquies de la LR n° 6/2011 sont réparties, aux termes du premier alinéa de l'art. 1^{er} sexies de ladite loi, comme suit : 50 p. 100 en parties égales entre les avocats cadres en service à l'Avocature à la date de la citation ayant démarré une procédure achevée par un jugement en faveur de la Région et 50 p. 100, sur la base de l'évaluation du respect des paramètres visés au troisième alinéa.
2. Lorsqu'il s'avère nécessaire de modifier la répartition des rémunérations pour des raisons particulières – telles que les absences d'une durée supérieure à trente jours consécutifs pour cause de maladie, de congé facultatif, de mandat électif (politique, administratif ou syndical) ou de violation des paramètres visés à l'alinéa suivant, la partie non attribuée à l'avocat concerné est répartie entre les autres avocats cadres par les soins du dirigeant de l'Avocature.
3. Les rémunérations visées aux art. 1^{er} quater et 1^{er} quinquies de la LR n° 6/2011 sont calculées sur la base de l'évaluation du respect de paramètres mesurant l'efficacité de l'exercice des fonctions professionnelles dans le cadre des causes plaidées pour la Région, à savoir :
 - a) Respect rigoureux des délais procéduraux, afin que soit évité tout risque de déchéance, d'éviction ou, en tout état de cause, d'effets préjudiciables pour la Région.
Lorsque la présentation de mémoires s'avère nécessaire en raison des exigences du contradictoire, les délais y afférents doivent être respectés ;
 - b) Accomplissement des activités d'audience, eu égard notamment aux audiences pour le déroulement des activités non ajournables.
La présence personnelle des fonctionnaires de l'Avocature vaut participation aux audiences, tout comme la présence de l'avocat où domicile a été éventuellement élu, pourvu que celui-ci ait reçu des instructions spécifiques. En cas d'impossibilité objective de participer aux audiences, les fonctionnaires de l'Avocature peuvent être remplacés par leurs délégués ou, lors des audiences moins importantes, par les avocats stagiaires ;
 - c) Qualité de la défense en justice, évaluée sur la base des critères suivants :
 - précision de la reconstitution des faits de la cause ;
 - des éventuelles exceptions (prescription, non respect du délai préfix ou défaut d'intérêt) ;
 - étude des questions de droit liées à la cause ou, en cas de litige introduit contre la Région, au recours introductif d'instance ou à la citation en justice ;
 - précision des éventuelles réponses aux conclusions adversaires.
4. Les paramètres ci-dessus complètent les critères d'évaluation prévus par le système d'évaluation de la performance aux fins du versement du salaire de résultat.
5. Le dirigeant de l'Avocature surveille constamment que les paramètres en question soient respectés et, s'ils ne le sont pas, il conteste immédiatement le non-respect à l'avocat cadre, de manière à lui permettre de présenter des observations à ce sujet.

6. En cas de non-respect des paramètres susmentionnés, la décision au sujet de la réduction de la rémunération est prise, aux termes du premier alinéa de l'art. 1^{er} sexies de la LR n° 6/2011, par le dirigeant de l'Avocature, compte tenu des observations présentées par l'avocat cadre et des pourcentages de réduction visés au huitième alinéa.
7. À défaut de contestation au sens du cinquième alinéa, il est attribué 100 p. 100 de la rémunération due. En cas de contestation, il est également attribué 100 p. 100 de la rémunération due si le dirigeant de l'Avocature accueille les observations présentées au sens dudit alinéa.
8. Sans préjudice d'une action disciplinaire, si le dirigeant de l'Avocature n'accueille pas, en tout ou en partie, les observations présentées par un avocat contesté, la rémunération de celui-ci relative à toute cause où les paramètres visés au troisième alinéa n'ont pas été respectés est réduite comme suit :
 - a) De 15 à 50 p. 100, en cas de non-respect des délais procéduraux ayant entraîné la déchéance, l'éviction ou, en tout état de cause, des effets préjudiciables pour la Région ;
 - b) De 15 à 40 p. 100, en cas d'absence fautive aux audiences pour le déroulement des activités non ajournables, ayant entraîné des effets préjudiciables pour la Région ;
 - c) De 5 à 25 p. 100, en fonction des effets préjudiciables pour la Région du fait de la qualité insuffisante de la défense en justice.Le montant total de la réduction ne saurait dépasser 100 p. 100 de la rémunération.
9. Le montant correspondant à la réduction opérée sur la rémunération d'un avocat ne peut être distribué aux autres avocats cadres et est inscrit au titre des ressources disponibles du budget de la Région.
10. Aux termes de l'art. 1^{er} ter de la LR n° 6/2011, les rémunérations sont également versées aux avocats mis à la retraite ou mutés à l'intérieur de l'Administration régionale qui étaient en fonctions auprès de l'Avocature régionale tant à la date de notification de l'acte introductif d'instance, tant à la date de dépôt de l'acte juridictionnel pris en faveur de la Région à la suite de la conclusion du procès dans lequel ils ont exercé un mandat de représentation en justice.

Art. 6

Limites concernant le versement des rémunérations aux avocats cadres

1. Les rémunérations au sens de l'art. 5 sont versées, chaque année et à chaque avocat cadre, de manière à ne pas dépasser le plafond de traitement global visé à l'art. 1^{er} septies de la LR n° 6/2011.
2. Aux fins du calcul du traitement global individuel, référence est faite au montant total dû à l'avocat cadre pour l'année de référence à titre de traitement de base et accessoire, à l'exception des rémunérations susmentionnées.

Art. 7

Modalités de liquidation des rémunérations aux avocats cadres

1. Aux termes du deuxième alinéa de l'art. 1^{er} ter de la LR n° 6/2011, les rémunérations sont liquidées au titre de chaque degré de juridiction, indépendamment de l'introduction ou de l'issue de tout recours, et sont dues tant dans le cas d'un acte juridictionnel condamnant la partie adverse à rembourser à la Région les frais d'avocat, que dans le cas d'un acte juridictionnel favorable à la Région mais établissant la compensation totale ou partielle des frais.
2. Les rémunérations relatives aux actes favorables à la Région peuvent être demandées dans les cas suivants :
 - a. Compensation des frais judiciaires au sens de l'art. 1^{er} quater de la LR n° 6/2011, à la suite de la publication du jugement ;
 - b. Condamnation de la partie perdante au paiement à la Région des frais judiciaires au sens de l'art. 1^{er} quinquies de la LR n° 6/2011 :
 - à la suite du recouvrement des sommes dues ;
 - à la suite de l'approbation formelle d'un plan de recouvrement ;
 - à la suite d'un acte du juge d'exécution sanctionnant soit l'attribution des sommes en cause, soit la vente des biens saisis, soit la clôture de la procédure d'exécution du fait de son issue négative ;
 - c. Conciliation et/ou médiation obligatoire ou transaction, à la suite de la signature du procès-verbal ou de l'acte sous seing privé y afférent.
3. Périodiquement, les avocats cadres transmettent formellement au dirigeant de l'Avocature la liste des actes juridictionnels pris en faveur de la Région et indiquent, pour chacun de ceux-ci, les éléments (date, autorité judiciaire, références de la cause, frais compensés et payés, et montant théoriquement exigible) nécessaires aux fins du calcul de la rémunération due au sens

des art. 1^{er} quater et 1^{er} quinquies de la LR n° 6/2011.

4. Après avoir évalué le degré de respect des critères visés à l'art. 5, le dirigeant de l'Avocature procède :
 - a) À quantifier, par un acte ad hoc, les rémunérations devant être attribuées aux avocats cadres, en fonction des prestations de chacun, et ce, en règle générale, au plus tard au mois de janvier de l'année suivant l'année de déroulement des prestations en cause ;
 - b) À transmettre l'acte susdit et la demande de versement des rémunérations dues aux avocats cadres à la structure compétente de la Région, en règle générale au plus tard au mois de février de chaque année ; d'autres modalités complémentaires pourront être établies de concert avec ladite structure compétente.
5. En règle générale, les rémunérations sont versées avec la fiche de paie du mois de mars ou, en tout état de cause, avec la première fiche de paie utile après la réception de la documentation visée à la lettre b) du quatrième alinéa et l'accomplissement des tâches pour la liquidation des rémunérations en cause.

Art. 8

Rémunération des prestations des avocats stagiaires

2. Le stage d'avocat peut se dérouler auprès de l'Avocature et sa durée ne peut dépasser les douze mois.
3. Le stage d'avocat n'est pas considéré comme un titre valable aux fins du recrutement au sein de la Région. Sa durée ne peut dépasser la durée minimale requise pour l'admission à l'examen d'aptitude à l'exercice de la profession en cause.
4. Au cas où le comportement d'un stagiaire serait contraire à la dignité ou à l'intérêt de la Région, le dirigeant de l'Avocature a la faculté d'interrompre le stage avec un préavis de quinze jours au moins.
5. L'avocat stagiaire assure sa présence assidue dans les bureaux de l'Avocature de la Région en vue de garantir l'efficacité de son stage et l'obtention d'une formation adéquate.
6. Tout avocat stagiaire a droit à ce qui suit :
 - a) remboursement mensuel forfaitaire de 550 euros à verser tous les mois, pendant une période de douze mois au plus, dans le respect des plafonds des ressources disponibles au sens des dispositions en vigueur ;
 - b) assurance couvrant la responsabilité civile envers les tiers et les prestataires de services, ainsi que les accidents du travail.
7. Après avoir évalué le degré de respect des critères visés à l'art. 6, le dirigeant de l'Avocature procède tous les mois :
 - a) À quantifier, par un acte ad hoc, le montant du remboursement dû à chaque avocat stagiaire, en fonction de la présence assurée au cours du mois précédent ;
 - b) À transmettre l'acte susdit et la demande de versement du remboursement dû à chaque avocat stagiaire à la structure compétente de la Région ; d'autres modalités complémentaires pourront être établies de concert avec ladite structure compétente.

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

COMUNE DI ISSIME

Deliberazione 2 maggio 2023, n. 7.

Modifica dello Statuto comunale approvato con deliberazione del Consiglio Comunale n. 23 del 29 novembre 2021 e approvazione del testo coordinato dopo le modifiche apportate.

Omissis

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

COMMUNE D'ISSIME

Délibération n° 7 du 2 mai 2023,

portant modification des statuts communaux, approuvés par la délibération du Conseil communal n° 23 du 29 novembre 2021, et approbation du texte coordonné desdits statuts, contenant les modifications apportées.

Omissis

Il Consiglio comunale

VISTO:

- ▶ il vigente Statuto Comunale, approvato con deliberazione del Consiglio Comunale n. 23 del 29 novembre 2021.
- ▶ la legge regionale n. 18/2019 “Modificazioni alle leggi regionali 9 febbraio 1995, n. 4 (Disposizioni in materia di elezioni comunali), 7 dicembre 1998 n. 54 (Sistema delle autonomie in Valle d’Aosta), 30 marzo 2015, n. 4 (Nuove disposizioni in materia di indennità di funzione e gettoni di presenza degli amministratori dei Comuni e delle Unités des Communes valdotaines della Valle d’Aosta) ed altre leggi regionali in materia di enti locali”.
- ▶ la legge regionale 7 dicembre 1998, n. 54 “Sistema delle autonomie in Valle d’Aosta”;

VISTI in particolare gli artt. 18 e 21, comma 3, lett. j) della summenzionata legge regionale n. 54/1998 che rispettivamente individuano gli organi del Comune nel Consiglio comunale, nella Giunta comunale, nel Sindaco e nel Vice-sindaco e fra le competenze che possono essere attribuite facoltativamente dallo Statuto comunale al Consiglio la definizione degli indirizzi per la nomina e la designazione dei rappresentanti del Comune.

RILEVATO che lo Statuto approvato, disciplina la figura del vicesindaco all’art. 31, ma non lo annovera fra gli organi del Comune all’art. 14.

RILEVATO, inoltre, che all’art. 28, comma 1, lett. i., dello Statuto è previsto che il Sindaco provveda alla nomina dei rappresentanti del Comune “sulla base degli indirizzi stabiliti dal Consiglio”, ma che tale previsione non risulta coerente con le competenze del Consiglio definite all’art. 16 del medesimo Statuto;

RITENUTO, pertanto, di provvedere in merito modificando lo Statuto comunale come segue:

- all’art. 14 il comma 1:
“Sono organi del Comune il Consiglio, la Giunta e il Sindaco.” è sostituito dal seguente:
“Sono organi del Comune il Consiglio, la Giunta, il Sindaco e il Vice Sindaco.”
- all’art. 28 il comma 1, lett. i:
“sulla base degli indirizzi stabiliti dal Consiglio nomina i rappresentanti del Comune laddove necessari;”

è sostituito dal seguente:

“sulla base degli indirizzi stabiliti dalla Giunta nomina i rappresentanti del Comune laddove necessari;”

VISTO il testo coordinato dello Statuto dopo le modifiche apportate, redatto dall’ufficio di segreteria al fine di agevolare la lettura e allegato al presente atto per farne parte inte-

Le Conseil communal

Vu :

- ▶ Les statuts communaux en vigueur, approuvés par la délibération du Conseil communal n° 23 du 29 novembre 2021 ;
- ▶ La loi régionale n° 18 du 9 février 1995, portant modification des lois régionales n° 4 du 9 février 1995 (Dispositions en matière d’élections communales), n° 54 du 7 décembre 1998 (Système des autonomies en Vallée d’Aoste) et n° 4 du 30 mars 2015 (Nouvelles dispositions en matière d’indemnité de fonctions et de jetons de présence dus aux élus des Communes de la Vallée d’Aoste et des Unités des Communes valdôtaines), ainsi que d’autres lois régionales en matière de collectivités locales ;
- ▶ La loi régionale n° 54 du 7 décembre 1998 (Système des autonomies en Vallée d’Aoste) ;

Vu notamment l’art. 18 et la lettre j) du troisième alinéa de l’art. 21 de la LR n° 54/1998 qui établissent, respectivement, que les organes de la Commune sont le Conseil communal, la Junte communale, le syndic et le vice-syndic et qu’au nombre des compétences que les statuts communaux peuvent attribuer au Conseil communal figure la définition des lignes à suivre en vue de la nomination et de la désignation des représentants de la Commune ;

Considérant que l’art. 31 des statuts approuvés concerne le vice-syndic, mais que celui-ci ne figure pas parmi les organes de la Communes indiqués à l’art. 14 ;

Considérant, par ailleurs, que la lettre i) du premier alinéa de l’art. 28 des statuts prévoit que le syndic nomme les représentants de la Commune sur la base des lignes directrices établies par le Conseil, mais que cette compétence n’est pas cohérente avec les compétences du Conseil indiquées à l’art. 16 desdits statuts ;

Considérant qu’il y a donc lieu de modifier les statuts communaux comme suit :

- Le premier alinéa de l’art. 14, qui est ainsi rédigé :
« Les organes de la Commune sont le Conseil, la Junte et le syndic. », est remplacé comme suit :
« Les organes de la Commune sont le Conseil, la Junte, le syndic et le vice-syndic. » ;
- La lettre i) du premier alinéa de l’art. 28, qui est ainsi rédigée :
« Nommer les représentants de la Commune lorsque cela est prévu, sur la base des lignes directrices établies par le Conseil ; »,

est remplacée comme suit :

« Nommer les représentants de la Commune lorsque cela est prévu, sur la base des lignes directrices établies par la Junte ; » ;

Vu les statuts contenant les modifications apportées, dont le texte coordonné a été rédigé par le secrétariat, afin d’en faciliter la lecture, et annexés à la présente délibération dont ils

grante e sostanziale.

VISTE le disposizioni di cui all'art. 33 della L.R. 54/1998 avente ad oggetto "Statuto comunale" che recita:

1. Ogni Comune adotta il proprio statuto.
2. Lo statuto è approvato con il voto favorevole dei due terzi dei componenti del Consiglio arrotondati aritmeticamente. Qualora tale maggioranza non sia raggiunta, la votazione è ripetuta in successive sedute da tenersi entro sessanta giorni e lo statuto è approvato se ottiene per due volte il voto favorevole della maggioranza assoluta dei componenti del Consiglio.
3. Lo statuto è pubblicato all'albo pretorio on-line del Comune per trenta giorni consecutivi ed entra in vigore decorsi trenta giorni dalla data della sua pubblicazione. Lo statuto è, inoltre, pubblicato nel Bollettino ufficiale della Regione, con oneri a carico della Regione.
4. Copia dello statuto è inviata alla Presidenza della Regione, presso i cui uffici è tenuta la raccolta degli statuti degli enti locali.
5. Le disposizioni di cui ai commi 2, 3 e 4 si applicano anche alle modifiche statutarie."

ATTESO che sulla presente proposta di deliberazione il Segretario ha espresso parere favorevole in merito alla legittimità, ai sensi dell'articolo 9, lettera d) della legge regionale 19 agosto 1998, n. 46 "Norme in materia di segretari degli enti locali della Regione autonoma Valle d'Aosta" e dell'articolo 49 bis della L.R. 7 dicembre 1998, n. 54 "Sistema delle autonomie in Valle d'Aosta".

PROCEDUTOSI a votazione palese espressa per alzata di mano, si riscontra il seguente risultato:

- presenti n. 10
- astenuti n. 0
- votanti n. 10

delibera

1. di prendere atto delle premesse del presente atto che si intendono espressamente richiamate e approvate.
2. di approvare le modifiche allo statuto comunale vigente, come meglio dettagliate in premessa.
3. di approvare lo statuto comunale del Comune di Issime, nel testo coordinato dopo le modifiche apportate, allegato al presente atto per farne parte integrante e sostanziale.
4. di dare atto che, dall'entrata in vigore dello statuto comunale di cui al punto 2, è abrogato il testo previgente e le norme regolamentari in contrasto con il medesimo.

font partie intégrante et substantielle ;

Vu l'art. 33 (Statuts communaux) de la LR n° 54/1998, ainsi rédigé :

1. *Chaque Commune adopte ses statuts.*
2. *Les statuts sont approuvés à la majorité des deux tiers des membres du Conseil, calculés selon la méthode de l'arrondi arithmétique. Si ladite majorité n'est pas atteinte, il est procédé à nouveau au vote lors de séances ultérieures et ce, dans un délai de soixante jours ; les statuts sont approuvés s'ils obtiennent à deux reprises le vote favorable de la majorité absolue des membres du Conseil.*
3. *Les statuts sont publiés au tableau d'affichage en ligne de la Commune pendant trente jours consécutifs et entrent en vigueur à l'expiration dudit délai. Ils sont, par ailleurs, publiés au Bulletin officiel de la Région, aux frais de celle-ci.*
4. *Un exemplaire des statuts est envoyé à la Présidence de la Région, qui assure la tenue du recueil des statuts des collectivités locales.*
5. *Les dispositions visées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas du présent article s'appliquent également aux modifications desdits statuts. ».*

Considérant que le secrétaire communal a exprimé un avis favorable quant à la légalité du texte proposé pour la présente délibération, au sens de la lettre d) du premier alinéa de l'art. 9 de la loi régionale n° 46 du 19 août 1998 (Dispositions sur les secrétaires de collectivité locale de la Région autonome Vallée d'Aoste) et de l'art. 49 bis de la LR n° 54/1998 ;

Le vote à main levée a abouti au résultat suivant :

- Présents 10
- Abstentions 0
- Votants 10

délibère

1. Il est pris acte du préambule de la présente délibération, qui est considéré comme explicitement rappelé et approuvé.
2. Les modifications des statuts communaux sont approuvées telles qu'elles figurent au préambule de la présente délibération.
3. Les statuts communaux sont approuvés tels qu'ils figurent au texte coordonné, contenant les modifications apportées et annexé à la présente délibération dont il fait partie intégrante et substantielle.
4. À compter de l'entrée en vigueur des statuts communaux visés au point 2, le texte précédemment en vigueur est abrogé, ainsi que les dispositions réglementaires en contraste avec les nouveaux statuts.

5. di dare atto che lo statuto entra in vigore il trentesimo giorno successivo all'affissione sul sito istituzionale dell'Ente alla sezione "Albo pretorio" e che lo stesso è inoltre pubblicato nel bollettino Ufficiale della Regione.
6. di trasmettere copia dello Statuto comunale alla Presidenza della Regione, presso i cui uffici è tenuta la raccolta degli statuti degli enti locali.
7. di pubblicare copia del presente provvedimento, in applicazione delle disposizioni previste dal Decreto legislativo 14 marzo 2013 n. 33 "Riordino della disciplina riguardante gli obblighi di pubblicità, trasparenza e diffusione di informazioni da parte delle pubbliche amministrazioni".

COMUNE DI MORGEX

Deliberazione 4 maggio 2023, n. 17.

Approvazione della variante non sostanziale n. 6 al P.R.G.C. vigente relativa a modifiche alle N.T.A.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

1. di richiamare la premessa al presente atto collegiale - contenete i presupposti di fatto e di diritto, l'istruttoria e la motivazione del presente provvedimento - a far parte integrante e sostanziale del presente deliberato;
2. di prendere atto che:
 - è avvenuta la pubblicazione della deliberazione n. 05 del 09.03.2023 ad oggetto: "ADOZIONE DELLA VARIANTE NON SOSTANZIALE N. 6" con decorrenza dal 13.03.2023;
 - è stato pubblicato l'avviso di deposito della medesima variante e elaborati correlati (avviso n. 201/2023 del 15.04.2023) all'Albo pretorio comunale online dal 15.03.2023 al 29 aprile 2023 quindi per 45 giorni consecutivi ai sensi dell'art. 16, comma 3 e successivi della Legge 06.04.98, n.11 e s.m.i.;
 - a seguito della completata procedura, nel termine di legge è pervenuta l'osservazione della Struttura Regionale competente in materia di urbanistica prot. n. 0003422 del 13/04/2023, in cui si rileva che nel testo della deliberazione n. 05 del 09.03.2023 non è espressamente contenuta l'attestazione di coerenza della VNS medesima con le determinazioni del Piano Territoriale Paesistico (PTP) vigente, attestazione d'obbligo ai sensi della DGR n° 4244 del 29/12/2006.
3. di dichiarare, accogliendo l'osservazione di cui al punto

5. Les nouveaux statuts entrent en vigueur trente jours après leur publication au tableau d'affichage en ligne, sur le site institutionnel de la Commune ; par ailleurs, ils sont publiés au Bulletin officiel de la Région.
6. Copie des statuts est envoyée à la Présidence de la Région, qui assure la tenue du recueil des statuts des collectivités locales.
7. La présente délibération est publiée en application des dispositions du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013 (Réorganisation de la réglementation en matière d'obligations de publicité, de transparence et de diffusion des informations des Administrations publiques).

COMMUNE DE MORGEX

Délibération n° 17 du 4 mai 2023,

portant approbation de la variante non substantielle n° 6 du plan régulateur général communal en vigueur relative à la modification des normes techniques d'application.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

1. Le préambule, illustrant les raisons de fait et de droit, l'instruction et la motivation de la présente délibération, fait partie intégrante et substantielle du dispositif de celle-ci.
2. Il est pris acte de ce qui suit :
 - la délibération du Conseil communal n° 5 du 9 mars 2023, relative à l'adoption de la variante non substantielle n° 6 du plan régulateur général communal (PRGC), a été publiée à compter du 13 mars 2023 ;
 - l'avis du 15 avril 2023, réf. n° 201/2023, relatif au dépôt de la variante en question et les pièces y afférentes ont été publiés au tableau d'affichage en ligne de la Commune pendant quarante-cinq jours consécutifs (du 15 mars au 29 avril 2023), aux termes du troisième alinéa et suivants de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998 ;
 - à la suite de la procédure de publication susmentionnée, la structure régionale compétente en matière d'urbanisme a formulé, par sa lettre du 13 avril 2023, réf. n° 0003422, une observation au sens de laquelle la délibération du Conseil communal n° 5/2023 susmentionnée n'indique pas, contrairement aux obligations prévues par la délibération du Gouvernement régional n° 4244 du 29 décembre 2006, que la variante non substantielle en cause n'est pas en contraste avec les dispositions du plan territorial paysager en vigueur.
3. L'observation visée au point 2 est accueillie et, partant,

2 che precede, che la variante non sostanziale (VNS) n. 6 al Piano regolatore generale comunale, testo adottato con la deliberazione consiliare n. 05 del.09.03.2023, risulta coerente con le determinazioni del Piano Territoriale Paesistico (PTP) ai sensi della DGR n° 4244 del 29/12/2006, come espressamente attestato dal professionista incaricato nella relazione alla VNS n.64 al P.R.G.C.

4. di approvare la variante non sostanziale n. 6 costituita dalla relazione e dagli elaborati predisposti dal professionista incaricato registrati al protocollo n 11784/2022 e successivamente integrati come da elaborati registrati al prot. n. 1633 del 16.02.2023, adottata con deliberazione n. 05 del 09.032023 anzidetta;
5. di dare atto che la VNS n. 6 Piano Regolatore Generale del Comune di Morgex in oggetto assumerà efficacia con la pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione Valle d'Aosta della presente deliberazione e che, entro trenta giorni dall'approvazione della variante non sostanziale in oggetto, il Comune trasmetterà alla struttura regionale competente in materia di urbanistica, su supporto informatico firmato digitalmente, una copia della variante non sostanziale approvata, nonché una copia su supporto cartaceo conforme all'originale ed ogni altra documentazione correlata richiesta dalle competenti strutture regionali;
6. di individuare quale responsabile del procedimento relativamente agli adempimenti procedurali per la variante non sostanziale di cui trattasi il responsabile dell'istruttoria, dipendente JOLY Romina – Collaboratore dell'Area tecnica;
7. di trasmettere copia della presente al Responsabile del Servizio Tecnico – Edilizia Privata per la predisposizione degli atti di competenza. -

AZIENDA USL VALLE D'AOSTA

Deliberazione del Direttore Generale 11 maggio 2023, n. 270.

Individuazione degli incarichi vacanti a tempo indeterminato nell'ambito della assistenza primaria ad attività oraria, accertati al 1° marzo 2023.

IL DIRETTORE GENERALE

Omissis

delibera

1. Di approvare l'individuazione degli incarichi vacanti a tempo indeterminato nell'ambito della Assistenza Primaria ad attività oraria, accertati al 1° Marzo 2023;
2. Di approvare che la pubblicazione di n. 32 (trentadue) incarichi vacanti di Assistenza Primaria ad attività oraria a tempo indeterminato, per 24 ore settimanali, presso l'Azienda U.S.L. Valle d'Aosta, ai sensi del vigente Ac-

il est déclaré qu'aux termes des dispositions de la DGR n° 4244/2006, la variante non substantielle n° 6, adoptée par la délibération du Conseil communal n° 5/2023, n'est pas en contraste avec les dispositions du plan territorial paysager en vigueur, comme il appert du rapport relatif à la variante en cause, dressé par le professionnel mandaté à cette fin.

4. La variante non sostanziale n° 6 du PRGC, adoptée par la délibération du Conseil communal n° 5/2023 et comprenant le rapport et les pièces rédigés par le professionnel mandaté à cette fin et enregistrés sous la référence n° 11784/2022, ainsi que les compléments enregistrés le 16 février 2023, réf. n° 1633, est approuvée.
5. La variante en cause déploie ses effets à compter de la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste. Dans les trente jours qui suivent l'approbation de ladite variante, la Commune transmet à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme une copie de celle-ci et de toute autre pièce requise par celle-ci ou par les autres structures régionales compétentes sur support informatique signé électroniquement ainsi qu'une copie sur support papier conforme à l'original.
6. Mme Romina Joly, collaboratrice de l'Aire technique, est nommée responsable de la procédure aux fins de l'accomplissement des obligations découlant de l'approbation de la variante en cause.
7. Copie de la présente délibération est transmise au responsable du Service technique – Construction privée aux fins de l'établissement des actes du ressort de celui-ci.

AGENCE USL DE LA VALLÉE D'AOSTE

Délibération du directeur général n° 270 du 11 mai 2023,

portant détermination des postes vacants, sous contrat à durée indéterminée, au 1^{er} mars 2023 dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de garde dans le cadre de l'assistance de base.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Omissis

délibère

1. Les postes vacants de médecin de garde, sous contrat à durée indéterminée, dans le cadre de l'assistance de base sont approuvés tels qu'ils ont été constatés au 1^{er} mars 2023.
2. Au sens de l'Accord collectif national en vigueur pour la réglementation des rapports avec les médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, trente-deux postes

cordo Collettivo Nazionale per la disciplina dei rapporti con i medici di medicina generale n.71/CSR del 28 Aprile 2022 è stabilita come di seguito riportato:

- n. 10 posti presso il Distretto n. 1
 - n. 9 posti presso il Distretto n. 2
 - n. 4 posti presso il Distretto n. 3
 - n. 9 posti presso il Distretto n. 4;
3. Di sottrarre dalla pubblicazione gli allegati CA, CA1, CA2 e CA3 relativi agli incarichi a tempo indeterminato di Assistenza Primaria ad attività oraria in quanto soggetti alle regole sulla pubblicazione stabilite dalla normativa di settore;
 4. Di stabilire che possono concorrere al conferimento degli incarichi:
 - a) per trasferimento, i medici titolari di incarico a tempo indeterminato di Assistenza Primaria ad attività oraria da almeno due anni nell'Azienda USL della Regione Valle d'Aosta, che pubblica l'avviso, e quelli iscritti da almeno tre anni in altra Regione, che al momento di attribuzione dell'incarico non svolgano altre attività a qualsiasi titolo nell'ambito del SSN, eccezion fatta per i medici titolari di incarico a tempo indeterminato di assistenza primaria a ciclo di scelta (art. 34, comma 5, lettera a) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28 Aprile 2022).
I trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza della metà degli incarichi disponibili e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina.
In caso di disponibilità di un solo posto può essere esercitato il diritto di trasferimento;
 - b) i medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno 2023;
 - c) i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda;
 - d) i medici laureati in medicina e chirurgia abilitati all'esercizio professionale, iscritti al corso di formazione specifica in medicina generale (art. 9, comma 1, del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 febbraio 2019 e s.m.i.);
 5. Di prendere atto che i trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza della metà degli incarichi disponibili e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina;
 6. Di stabilire che gli aspiranti devono, entro 20 giorni dalla data di pubblicazione sul Bollettino Ufficiale Regio-

de médecin de garde, sous contrat à durée indéterminée (24 heures hebdomadaires), dans le cadre de l'assistance de base sont vacants au sein de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à savoir :

- 10 postes dans le district n° 1 ;
 - 9 postes dans le district n° 2 ;
 - 4 postes dans le district n° 3 ;
 - 9 postes dans le district n° 4.
3. Les annexes CA, CA1, CA2 et CA3, relatives à l'attribution, sous contrat à durée indéterminée, des postes de médecin de garde vacants dans le cadre de l'assistance de base, ne sont pas publiées car elles tombent sous le coup des règles en matière de publication fixées par la législation en vigueur.
 4. Aux fins de l'attribution des postes vacants visés ci-dessus, peuvent faire acte de candidature :
 - a) Par mutation, les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre de l'assistance de base (médecins de garde) au sein de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, deux ou trois ans au moins. Lors de l'attribution du poste pour lequel ils se sont portés candidats, ils ne doivent exercer aucune autre activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à l'exception des fonctions relevant d'un emploi à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix), aux termes de la lettre a) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national susmentionné. Les mutations sont possibles jusqu'à concurrence de la moitié des postes à pourvoir ; les fractions résultant du calcul de ladite moitié sont arrondies à l'entier le plus proche. Si un seul poste est vacant, il peut être pourvu par mutation ;
 - b) Les médecins inscrits au classement régional valable au titre de 2023 ;
 - c) Les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de son acte de candidature ;
 - d) Les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits au cours de formation spécifique en médecine générale, au sens du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019.
 5. Les mutations sont possibles jusqu'à concurrence de la moitié des postes à pourvoir ; les fractions résultant du calcul de ladite moitié sont arrondies à l'entier le plus proche.
 6. Dans les vingt jours qui suivent la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région,

nale della Regione Autonoma Valle d'Aosta, presentare all'U.S.L. Valle d'Aosta – Ufficio Convenzioni Uniche Nazionali – apposita domanda di assegnazione di incarico per uno o più degli ambiti territoriali carenti pubblicati, utilizzando lo schema di cui agli Allegati CA, CA1, CA2 e CA3, che saranno pubblicati integralmente sul B.U.R.;

7. Di stabilire, che il presente provvedimento sia pubblicato nel Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta;
8. Di dare atto che il presente provvedimento rispetta i vincoli giuridici ed economici di cui alla Deliberazione di Giunta regionale n. 72/23;
9. Di dichiarare il presente provvedimento immediatamente eseguibile per le motivazioni espresse in premessa.

Il Direttore generale
Massimo UBERTI

les intéressés doivent faire parvenir au Bureau des conventions collectives nationales uniques de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste leur acte de candidature à un ou à plusieurs des postes à pourvoir, établi conformément aux modèles visés aux annexes CA, CA1, CA2 et CA3 intégralement publiées audit bulletin.

7. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.
8. La présente délibération respecte les obligations juridiques et économiques visées à la délibération du Gouvernement régional n° 72 du 24 janvier 2023.
9. La présente délibération est immédiatement applicable pour les raisons visées au préambule.

Le directeur général,
Massimo UBERTI

Allegato CA

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE
ALL'ASSEGNAZIONE DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI ASSISTENZA PRIMARIA AD ATTIVITA' ORARIA
(per graduatoria)**

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____, inserito nella graduatoria regionale di settore,

valevole per l'anno 2023 in posizione n. _____,

FA DOMANDA

secondo quanto previsto dall'articolo 34, comma 5, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale per la medicina generale n. 71/2022, di assegnazione degli ambiti territoriali carenti per la Assistenza Primaria ad attività oraria pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____, e segnatamente per i seguenti ambiti:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;

Segue allegato CA

- di essere/non essere in possesso del diploma di formazione specifica in medicina generale conseguito presso la Regione _____ in data _____;
 - essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
 - di essere iscritto nella graduatoria regionale – settore Assistenza Primaria ad attività oraria - valevole per il 2023 con punti _____;
 - di essere residente nel Comune di _____ dal _____ a tutt'oggi;
- precedenti residenze nella regione Valle d'Aosta:
- dal _____ al _____ Comune di _____ prov.....
- dal _____ al _____ Comune di _____ prov.....
- dal _____ al _____ Comune di _____ prov.....

Chiede a tal fine, in osservanza di quanto previsto dall'articolo 16, commi 7 e 8 dell'Accordo Collettivo Nazionale per la Medicina generale, di poter accedere alla riserva di assegnazione, come appresso indicato (*barrare una sola casella; in caso di barratura di entrambe le caselle o mancata indicazione della riserva prescelta, la domanda non potrà essere valutata*):

- riserva per i medici in possesso del titolo di formazione specifica in medicina generale di cui al D.L.vo n. 256/91 o 277/2003 (articolo 16, comma 7, lettera a,)
- riserva per i medici in possesso del titolo equipollente (articolo 16, comma 7, lettera b,)

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____ provincia _____
indirizzo _____ n. _____

Allega, alla presente, certificato storico di residenza o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva.

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

segue Allegato CA

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria dovrà pervenire esclusivamente tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso. (N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di inserimento i medici inclusi nella vigente graduatoria unica regionale valevole per l'anno 2023.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare **un'unica domanda**, conforme allo schema allegato, disponibile presso la **Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L.** di Aosta. Si raccomanda di scrivere in stampatello.

Alla domanda di inserimento va allegato il certificato di residenza con indicazione della data di acquisizione della stessa (giorno, mese, anno) ovvero, ai sensi dell'art. 46 del "T.U. delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di documentazione amministrativa" di cui al D.P.R. 445 del 28.12.2000, la dichiarazione sostitutiva (come da modello di domanda allegato) attestante il possesso della residenza sempre con indicazione della data di acquisizione.

In caso di **mancata indicazione della data di acquisizione della residenza**, non saranno attribuiti i punteggi connessi al possesso della residenza.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Si precisa che i **5 punti** per la residenza nell'ambito carente previsti dall'art. 34, comma 8, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71 in data 28 Aprile 2022, saranno attribuiti a coloro che abbiano la residenza in uno dei Comuni dell'ambito territoriale, ove viene pubblicata la zona carente, da almeno due anni antecedenti la scadenza del termine per la presentazione delle domande di inclusione nella graduatoria regionale valevole per il 2023.

Lo stesso termine vale per l'attribuzione dei **20 punti** per la residenza nella Regione Valle d'Aosta previsti dall'art. 34, comma 8, lettera c) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71 in data 28 Aprile 2022.

Ai sensi del sopracitato art. 34, dell'A.C.N. 71/2022, il requisito che dà diritto al punteggio per la residenza deve essere mantenuto fino all'attribuzione dell'incarico.

In caso di pari posizione in graduatoria, i medici sono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea.

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato CA1

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI DI ASSISTENZA PRIMARIA AD
ATTIVITA' ORARIA**
(per trasferimento)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA

Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____, titolare di incarico a tempo

indeterminato di Assistenza Primaria ad attività oraria presso la Azienda Sanitaria
Locale n. _____ di _____, per l'ambito
territoriale di _____ della Regione
_____, dal _____ e con anzianità complessiva di
Assistenza Primaria ad attività oraria pari a mesi _____,

FA DOMANDA DI TRASFERIMENTO

secondo quanto previsto dall'articolo 34, comma 5, lettera a) dell'Accordo collettivo nazionale per la medicina generale n. 71/2022, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti per la Assistenza Primaria ad attività oraria pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____, e segnatamente per i seguenti ambiti:

Ambito n.		Distretto	

Segue allegato CA1

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- titolare di incarico a tempo indeterminato per la Assistenza Primaria ad attività oraria presso la Azienda Sanitaria Locale n. _____ di _____, per l'ambito territoriale di _____ della Regione _____, dal _____;
- di essere stato precedentemente titolare di incarico a tempo indeterminato nella Assistenza Primaria ad attività oraria:
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;

Allega alla presente la documentazione o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva atta a comprovare il diritto a concorrere all'assegnazione dell'incarico ai sensi dell'articolo 34, comma 5, lettera a) dell'Accordo Collettivo Nazionale per la Medicina generale e l'anzianità complessiva di incarico nella Assistenza Primaria ad attività oraria:
allegati n. ____ (_____) documenti.

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____
provincia _____ indirizzo _____ n. _____

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

segue allegato CA1

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria dovrà pervenire esclusivamente tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di trasferimento i medici titolari di incarico a tempo indeterminato di continuità da almeno due anni in un elenco della Regione Valle d'Aosta che pubblica l'avviso e da almeno tre anni in un elenco di altra Regione, che al momento di attribuzione dell'incarico non svolgano altre attività a qualsiasi titolo nell'ambito del SSN, eccezion fatta per attività di assistenza primaria a ciclo di scelta ai sensi dell'art. 34, c.5, l. a), p. ii. Del vigente ACN

I trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza della metà degli incarichi disponibili in ciascuna Azienda e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina.

In caso di disponibilità di un solo posto può essere esercitato il diritto di trasferimento;

I medici sono graduati in base all'anzianità di incarico a tempo indeterminato di medico di Assistenza Primaria ad attività oraria, detratti i periodi di eventuale sospensione dall'incarico di cui all'art 22, comma 1, dell'Accordo Collettivo Nazionale 28 Aprile 2022. Per la valutazione dell'anzianità di incarico, il termine ultimo per il calcolo del periodo di anzianità è dato dalla data di pubblicazione sul BUR. In caso di pari posizione in graduatoria, i medici sono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare un'unica domanda, conforme allo schema allegato, disponibile presso la Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L. di Aosta.

Si raccomanda di scrivere in stampatello.

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato CA2

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI DI
ASSISTENZA PRIMARIA AD ATTIVITA' ORARIA**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno 2023)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

di assegnazione per un ambito carente tra quelli di seguito indicati, secondo quanto previsto dall'Accordo Collettivo Nazionale n. 71 del 28 Aprile 2022, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;

Segue Allegato CA2

- di rientrare nelle condizioni di cui al punto c) dell'art. 34, comma 5) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71 del 28 Aprile 2022 e di aver conseguito il diploma di formazione specifica in medicina generale in data _____ con voto _____ presso la Regione _____ (Allegare fotocopia dell'attestato);
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
- di essere residente nel Comune di _____ prov. _____ dal _____

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato CA2

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria dovrà pervenire esclusivamente tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda (art. 34, comma 5, lettera c) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28 Aprile 2022)

Tali medici concorrono successivamente ai trasferimenti e ai medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno 2023 e sono graduati, ai sensi del comma 9, dell'art. 34 dell'Accordo Collettivo Nazionale n 71/2022, nell'ordine della minore età al conseguimento della laurea, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea, con priorità di interpello per i residenti nell'ambito carente, nella Regione e da ultimo fuori Regione.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Allegato CA3

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI DI
ASSISTENZA PRIMARIA AD ATTIVITA' ORARIA**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici frequentanti nell'anno 2023 il corso di formazione specifica in medicina generale nella Regione Valle d'Aosta)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

secondo quanto previsto dall'art. 9, comma 1, del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019 e s.m.i., per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____, qualora espletate **tutte** le procedure di assegnazione previste dall'art. 34 del vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71 del 28 Aprile 2022, comprese le procedure di cui al comma 17, rimangano vacanti uno o più ambiti territoriali di Assistenza Primaria ad attività oraria:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;

Segue Allegato CA3

- di frequentare il _____ (*indicare l'anno in corso*) anno del Corso di Formazione Specifica in Medicina Generale relativo al corso triennale ____/____ presso la Regione Valle d'Aosta iniziato in data _____ ;
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
- di essere residente nel Comune di _____ prov _____ dal _____
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (*in caso affermativo specificare il tipo di attività* _____).

DICHIARA INOLTRE

di essere a conoscenza che verrà eventualmente interpellato con apposita comunicazione, qualora, espletate tutte le procedure di assegnazione previste dall'art. 34 del vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71 del 28 Aprile 2022, comprese le procedure di cui al comma 17 rimangano vacanti uno o più ambiti territoriali di Assistenza Primaria ad attività oraria

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato CA3

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria ad attività oraria dovrà pervenire esclusivamente tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda, ai sensi dell'art. 9, comma 1, del Decreto Legge n 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019 e s.m.i., i medici laureati in medicina e abilitati all'esercizio della professione che siano iscritti nell'anno 2023 al Corso di Formazione Specifica in medicina Generale nella Regione Valle d'Aosta.

Tale assegnazione è in ogni caso subordinata rispetto ai medici in possesso del relativo diploma, agli altri medici aventi, a qualsiasi titolo, diritto all'inserimento nella graduatoria regionale e ai trasferimenti.

I medici sono interpellati nel seguente ordine:

- medici frequentanti la terza annualità di frequenza del corso;
- medici frequentanti la seconda annualità di frequenza del corso
- medici frequentanti la prima annualità di frequenza del corso

A parità di annualità di frequenza, i medici sono ordinati in base ai seguenti criteri:

- minore età al conseguimento del diploma di laurea
- voto di laurea
- anzianità di laurea

con priorità di interpello per i medici residenti - alla data di pubblicazione delle carenze - nell'ambito carente;

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

ANNEXE CA

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION DE POSTES VACANTS DANS LES
ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE GARDE DANS LE CADRE DE
L'ASSISTANCE DE BASE

– LISTE D'APTITUDE –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, et inscrit(e) sous le numéro _____ au classement régional valable au titre de
2023,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de la lettre b) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de garde dans le cadre de l'assistance de base, visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
 - être/ne pas être titulaire du diplôme de formation spécifique en médecine générale, obtenu le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
 - être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
 - être inscrit(e) au classement régional au titre de l'assistance de base (médecins de garde) valable pour 2023, avec _____ points ;
 - résider dans la commune de _____ depuis le _____ ;
- avoir résidé en Vallée d'Aoste :
- du _____ au _____, dans la commune de _____ ;
- du _____ au _____, dans la commune de _____ ;

du _____ au _____, dans la commune de _____.

Aux termes des dispositions des septième et huitième alinéas de l'art. 16 dudit accord, je demande que me soit attribué l'un des postes réservés ci-après (*cocher une seule case ; si les deux cases sont cochées ou si aucune case n'est cochée, cette requête n'est pas prise en compte*) :

- postes réservés aux médecins qui possèdent le titre de formation spécifique en médecine générale visé au décret législatif n° 256 du 8 août 1991 ou au décret législatif n° 277 du 8 juillet 2003, au sens de la lettre a) du septième alinéa de l'art. 16 de l'Accord susmentionné ;
- postes réservés aux médecins qui possèdent un titre équivalent au titre susdit, au sens de la lettre b) du septième alinéa de l'art. 16 de l'Accord susmentionné.

Je demande que toute communication soit envoyée :

- à l'adresse de ma résidence ;
- à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

Je joins au présent acte mon certificat historique de résidence ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir exclusivement par *PEC* à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de garde dans le cadre de l'assistance de base dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins inscrits au classement unique régional valable au titre de 2023.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'un seul acte de candidature, rédigé conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste. Les actes de candidature doivent être rédigés en lettres capitales.

Tout candidat doit joindre à son acte de candidature un certificat de résidence précisant la date à laquelle celle-ci a été obtenue (jour, mois et année) ou, au sens de l'art. 46 du texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière de documents administratifs visé au décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, une auto-certification attestant la résidence et la date à laquelle celle-ci a été obtenue établie suivant le modèle y afférent.

À défaut d'indication de la date à laquelle la résidence a été obtenue, les points relatifs à la possession de celle-ci ne sont pas attribués.

ATTENTION : en cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales indiquées à l'art. 76 du DPR n° 445/2000.

Les cinq points prévus par la lettre b) du huitième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022 en cas de résidence dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de garde dans le cadre de l'assistance de base sont attribués aux candidats qui, à la date d'expiration du délai de dépôt des demandes d'inscription au classement régional valable au titre de 2023, étaient résidents dans l'une des communes de la zone concernée depuis deux ans au moins.

Pour ce qui est de l'attribution des vingt points prévus par la lettre c) du sixième alinéa de l'art. 34 dudit Accord en cas de résidence en Vallée d'Aoste, il est fait application du même délai.

Aux termes de l'art. 34 susmentionné, la condition qui donne droit aux points relatifs à la résidence doit être remplie jusqu'à la date d'attribution du poste.

En cas d'égalité de rang de classement, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE CA1

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
DE POSTES VACANTS DANS LES ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE
GARDE DANS LE CADRE DE L'ASSISTANCE DE BASE

– MUTATION –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base
(médecins de garde) dans le cadre de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, dans la zone
_____ de la région _____ depuis le _____ et justifiant d'une ancienneté globale de
_____ mois au titre de l'assistance de base (médecins de garde),

DEMANDE À ÊTRE MUTÉ(E),

au sens des dispositions de la lettre a) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des
médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril
2022, sur l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de garde dans le
cadre de l'assistance de base visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du
_____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de
la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au
sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de garde) dans le cadre de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, dans la zone _____ de la région _____ depuis le _____ ;
- avoir été titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de garde), à savoir :
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____.

Je joins au présent acte la documentation requise ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété attestant, d'une part, mon droit à me porter candidat(e) en vue de l'attribution de l'un des postes en cause, au sens de la lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes, et, d'autre part, mon ancienneté globale au titre de l'assistance de base (médecins de garde).

Nombre de pièces jointes : ____ (_____).

Je demande que toute communication soit envoyée :

à l'adresse de ma résidence ;

à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir exclusivement par *PEC* à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur acte de candidature en vue de la mutation sur l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de garde) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de garde) dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, deux ou trois ans au moins. Par ailleurs, lors de l'attribution du poste pour lequel ils se sont portés candidats, ils ne doivent exercer aucune autre activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à l'exception des fonctions relevant d'un emploi au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix), au sens du point ii de la lettre a) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'accord en vigueur.

Les mutations sont possibles jusqu'à la moitié au maximum des postes à pourvoir et les fractions résultant du calcul de ladite moitié sont arrondies à l'entier le plus proche.

Au cas où un seul poste serait vacant, il peut être pourvu par mutation.

Les médecins sont classés sur la base de l'ancienneté de leur emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de garde), déduction faite des éventuelles périodes de suspension du mandat au sens du premier alinéa de l'art. 22 de l'Accord collectif national du 28 avril 2022. L'ancienneté est calculée jusqu'à la date de publication de la délibération portant détermination des postes vacants au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste. En cas d'égalité de rang de classement, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'un seul acte de candidature, rédigé conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

Les actes de candidature doivent être rédigés en lettres capitales.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE CA2

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
DE POSTES VACANTS DANS LES ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE
GARDE DANS LE CADRE DE L'ASSISTANCE DE BASE

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de 2023)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de garde) visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- réunir les conditions prévues par la lettre c) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national susmentionné et avoir obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale le _____ avec la note de _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ (*une photocopie du diplôme doit être annexée*) ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____
Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir exclusivement par *PEC* à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de garde) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de son acte de candidature, au sens de la lettre c) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022.

Les médecins en cause sont pris en compte après ceux qui ont demandé leur mutation et après ceux qui sont inscrits au classement régional valable au titre de 2023 et sont classés en fonction de leur âge au moment de l'obtention de leur diplôme, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci, au sens du neuvième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif susmentionné. En cas d'égalité de rang de classement, la priorité est donnée, dans l'ordre, aux candidats qui résident dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de garde, à ceux qui résident en Vallée d'Aoste et, enfin, à ceux qui résident dans une région autre que la Vallée d'Aoste.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

ANNEXE CA3

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
DE POSTES VACANTS DANS LES ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE
GARDE DANS LE CADRE DE L'ASSISTANCE DE BASE

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui suivent en 2023 le cours de formation spécifique en
médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE,

au sens des dispositions du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, et au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, y compris celles prévues par le dix-septième alinéa dudit article, un ou plusieurs postes au titre de l'assistance de base (médecins de garde) visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____ seraient encore vacants, que me soit attribué l'un desdits postes, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- suivre la _____ année du cours de formation spécifique en médecine générale sur trois ans au titre de la période _____ / _____, organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste et ayant démarré le _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____ ;
- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national *ou bien* n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national (*dans l'affirmative, préciser le type d'activité* _____).

JE DÉCLARE, PAR AILLEURS,

être conscient(e) du fait que je serai convoqué(e) par une communication ad hoc seulement au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, y compris celles prévues par le dix-septième alinéa dudit article, un ou plusieurs postes au titre de l'assistance de base (médecins de garde) seraient encore vacants.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir exclusivement par *PEC* à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de garde) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Aux termes du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, peuvent faire acte de candidature les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits, au titre de 2023, au cours de formation spécifique en médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste.

Les médecins en cause sont pris en compte après ceux qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale et après ceux qui ont droit, à quelque titre que ce soit, à être inscrits au classement régional.

Les médecins sont convoqués suivant l'ordre ci-après :

- médecins qui suivent la troisième année du cours ;
- médecins qui suivent la deuxième année du cours ;
- médecins qui suivent la première année du cours.

À égalité d'année de cours suivie, les médecins sont classés suivant les critères indiqués ci-après :

- âge lors de l'obtention du diplôme de médecine et chirurgie, priorité étant donnée au médecin le plus jeune ;
- note dudit diplôme ;
- ancienneté dudit diplôme.

En cas d'égalité de rang de classement, priorité est donnée aux candidats qui, à la date de publication de la délibération portant détermination des postes vacants, résident dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de garde.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

**Deliberazione del Direttore Generale 11 maggio 2023,
n. 272.**

Individuazione degli incarichi negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta, accertati al 1° marzo 2023.

IL DIRETTORE GENERALE

Omissis

delibera

1. Di approvare l'individuazione degli incarichi negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta, accertati al 1° Marzo 2023, ai sensi di quanto disposto dall'art. 34 dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28 Aprile 2022, così come di seguito elencato:

Distretto 1, ambito 1: 1 incarico vacante
Distretto 1, ambito 2: 1 incarico vacante
Distretto 2, ambito 1: 1 incarico vacante
Distretto 2, ambito 2: 11 incarichi vacanti

Délibération du directeur général n° 272 du 11 mai 2023,

portant détermination des postes vacants au 1^{er} mars 2023 dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Omissis

délibère

1. Aux termes de l'art. 34 de l'Accord collectif national rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, la détermination des postes vacants au 1^{er} mars 2023 dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base est approuvée comme il appert ci-après :

1 poste dans la zone n° 1 du district n° 1 ;
1 poste dans la zone n° 2 du district n° 1 ;
1 poste dans la zone n° 1 du district n° 2 ;
11 postes dans la zone n° 2 du district n° 2 ;

- Distretto 3, ambito 1: 5 incarichi vacanti
Distretto 4, ambito 1: 2 incarichi vacanti
Distretto 4, ambito 2: 1 incarico vacante
2. Di stabilire che possono concorrere al conferimento degli incarichi:
 - a) per trasferimento, i medici titolari di incarico a tempo indeterminato di assistenza primaria a ciclo di scelta iscritti da almeno due anni in un elenco della Regione Valle d'Aosta che pubblica l'avviso e quelli iscritti da almeno quattro anni in un elenco di altra Regione, che al momento di attribuzione dell'incarico non svolgano altre attività a qualsiasi titolo nell'ambito del SSN, eccezion fatta per attività di continuità assistenziale;
 - b) i medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno 2023;
 - c) i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda;
 - d) successivamente all'espletamento delle procedure di cui all'art. 34, comma 17, i medici laureati in medicina e chirurgia abilitati all'esercizio professionale, iscritti al corso di formazione specifica in medicina generale (art.9 comma 1 del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n.12 dell'11 febbraio 2019 e s.m.i.);
 3. Di prendere atto che i trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza di un terzo dei posti disponibili e che i quozienti frazionali ottenuti dal calcolo del terzo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina. In caso di disponibilità di un solo posto per questo può essere esercitato il diritto di trasferimento;
 4. Di stabilire che gli aspiranti devono, entro 20 giorni dalla data di pubblicazione sul Bollettino Ufficiale Regionale della Regione Autonoma Valle d'Aosta, presentare all'Azienda U.S.L. Valle d'Aosta – Ufficio Convenzioni Uniche Nazionali – apposita domanda di assegnazione di incarico per uno o più degli ambiti territoriali carenti pubblicati, utilizzando lo schema di cui agli Allegati AP, AP1, AP2 e AP3, che saranno pubblicati integralmente sul B.U.R.;
 5. Di sottrarre dalla pubblicazione gli allegati AP, AP1, AP2 e AP3 di cui al precedente punto in quanto soggetti alle regole sulla pubblicazione stabilite dalla normativa di settore;
 6. Di stabilire, che il presente provvedimento sia pubblicato nel Bollettino Ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta;
- 5 postes dans la zone n° 1 du district n° 3 ;
2 postes dans la zone n° 1 du district n° 4 ;
1 poste dans la zone n° 2 du district n° 4.
2. Aux fins de l'attribution des postes vacants visés ci-dessus, peuvent faire acte de candidature :
 - a) Par mutation, les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, deux ou quatre ans au moins. Lors de l'attribution du poste pour lequel ils se sont portés candidats, ils ne doivent exercer aucune autre activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à l'exception des fonctions relevant d'un emploi au titre de l'assistance de base (médecins de garde) ;
 - b) Les médecins inscrits au classement régional valable au titre de 2023 ;
 - c) Les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de son acte de candidature ;
 - d) Les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits au cours de formation spécifique en médecine générale, au sens du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, après l'achèvement des procédures visées au dix-septième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national en vigueur.
 3. Les mutations sont possibles jusqu'à un tiers au maximum des postes à pourvoir et les fractions résultant du calcul dudit tiers sont arrondies à l'entier le plus proche. Au cas où un seul poste serait vacant, il peut être pourvu par mutation.
 4. Dans les vingt jours qui suivent la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région, les intéressés doivent faire parvenir au Bureau des conventions collectives nationales uniques de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste leur acte de candidature à un ou à plusieurs des postes à pourvoir, établi conformément aux modèles visés aux annexes AP, AP1, AP2 et AP3, intégralement publiées audit Bulletin.
 5. Les annexes AP, AP1, AP2 et AP3 visées au point ci-dessus ne sont pas publiées car elles tombent sous le coup des règles en matière de publication fixées par la législation en vigueur.
 6. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

7. Di dare atto che il presente provvedimento rispetta i vincoli giuridici ed economici di cui alla Deliberazione di Giunta regionale n. 72/23;
8. Di dichiarare il presente provvedimento immediatamente eseguibile per le motivazioni di cui alle premesse.

Il Direttore generale
Massimo UBERTI

7. La présente délibération respecte les obligations juridiques et économiques visées à la délibération du Gouvernement régional n° 72 du 24 janvier 2023.
8. La présente délibération est immédiatement applicable pour les raisons visées au préambule.

Le directeur général,
Massimo UBERTI

Liste des zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base

N° DISTRETTO	AMBITI TERRITORIALI	POPOLAZIONE RESIDENTE al 01/01/2022	POPOLAZIONE 0-14 ANNI al 01/01/2022	POPOLAZIONE RESIDENTE NELL'AMBITO, CON MEDICO FUORI AMBITO -	POPOLAZIONE RESIDENTE O DOMICILIATA FUORI AMBITO, CON MEDICO NELL'AMBITO +	POPOLAZIONE UTILE PER ISCRIZIONE MEDICI GENERICI	MEDICI GENERICI GIA' OPERANTI NELL'USL	POPOLAZIONE ASSISTITA CON RAPPORTO OTTIMALE	POSTI VACANTI GIA' ACCERTATI E IN CORSO DI ASSEGNAZIONE	POSTI VACANTI INDIVIDUATI
1	1	8487	955	235	294	7591	5	6000	nessuno	UNO
1	2	15403	1814	3313	837	11113	8	9600	nessuno	UNO
2	1	5593	646	1384	624	4187	2	2400	nessuno	UNO
2	2	55812	6480	1606	5042	52768	35	42000	nessuno	UNDICI
3	1	15932	1691	790	307	13758	5	6000	nessuno	CINQUE
4	1	11142	1296	295	564	10115	6	7200	nessuno	DUE
4	2	10991	1177	250	205	9769	7	8400	nessuno	UNO

Allegato AP

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE
ALL'ASSEGNAZIONE DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI ASSISTENZA PRIMARIA A CICLO DI SCELTA
(per graduatoria)**



ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____, inserito nella graduatoria della Regione Valle

d'Aosta di settore, valevole per l'anno 2023 in posizione n. _____,

FA DOMANDA

secondo quanto previsto dall'articolo 34, comma 5, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale per la medicina generale n. 71/2022, di assegnazione degli ambiti territoriali carenti per l'assistenza primaria a ciclo di scelta pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____, e segnatamente per i seguenti ambiti:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

Segue allegato AP

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di.....in data.....con voto.....;
- di essere in possesso del diploma di formazione specifica in medicina generale conseguito presso la Regionein data.....;
- essere iscritto all'Ordine dei Medici di.....;
- di essere iscritto nella graduatoria regionale – settore Assistenza Primaria a ciclo di scelta- valevole per il 2023 con punti..... ;
- di essere residente nel Comune di.....dal..... a tutt'oggi;
- precedenti residenze nella regione Valle d'Aosta:
dal.....al.....Comune di.....prov.....
dal.....al.....Comune di.....prov.....
dal.....al.....Comune di.....prov.....

DICHIARA INOLTRE

- di non essere titolare di incarico a tempo indeterminato di Assistenza Primaria a ciclo di scelta;
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale,(in caso affermativo specificare il tipo di attività).

Chiede a tal fine, in osservanza di quanto previsto dall'articolo 34, comma 13 dell'Accordo Collettivo Nazionale per la Medicina generale, di poter accedere alla riserva di assegnazione, come appresso indicato (*barrare una sola casella; in caso di barratura di entrambe le caselle o mancata indicazione della riserva prescelta, la domanda non potrà essere valutata*):

- riserva per i medici in possesso del titolo di formazione specifica in medicina generale di cui al D.L.vo n. 256/91 o 277/2003 (articolo 16, comma 7, lettera a,)
- riserva per i medici in possesso del titolo equipollente (articolo 16, comma 7, lettera b,)

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____ provincia _____
indirizzo _____ n. _____

Allega, alla presente, certificato storico di residenza o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva.

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

segue Allegato AP

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta - Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale**, tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre il **20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso (N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di inserimento i medici inclusi nella vigente graduatoria unica regionale valevole per l'anno 2023.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare **un'unica domanda** conforme allo schema allegato, disponibile presso la **Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L.** di Aosta. Si raccomanda di scrivere in stampatello.

Alla domanda di inserimento va allegato il certificato di residenza con indicazione della data di acquisizione della stessa (giorno, mese, anno) ovvero, ai sensi dell'art. 46 del "T.U. delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di documentazione amministrativa" di cui al D.P.R. 445 del 28.12.2000, la dichiarazione sostitutiva (come da modello di domanda allegato) attestante il possesso della residenza sempre con indicazione della data di acquisizione.

In caso di **mancata indicazione della data di acquisizione della residenza**, non saranno attribuiti i punteggi connessi al possesso della residenza.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Si precisa che i **5 punti** per la residenza nell'ambito carente previsti dall'art. 34, comma 8, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022, saranno attribuiti a coloro che abbiano la residenza in uno dei Comuni dell'ambito territoriale, ove viene pubblicata la zona carente, da almeno due anni antecedenti la scadenza del termine per la presentazione delle domande di inclusione nella graduatoria regionale valevole per il 2023 (31/01/2022).

Lo stesso termine vale per l'attribuzione dei **20 punti** per la residenza nella Regione Valle d'Aosta previsti dall'art. 34, comma 8, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022.

Ai sensi del sopracitato art. 34, comma 8 del dell'A.C.N. 71/2022, il requisito che dà diritto al punteggio per la residenza deve essere mantenuto fino all'attribuzione dell'incarico.

In caso di pari posizione in graduatoria, i medici dono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea.

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato AP1

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI DI
ASSISTENZA PRIMARIA A CICLO DI SCELTA**
(per trasferimento)



ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA

Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____, titolare di incarico a tempo

indeterminato per l'assistenza primaria a ciclo di scelta presso la Azienda Sanitaria

Locale n. _____ di _____, per l'ambito

territoriale di _____ della Regione

_____, dal _____ e con anzianità complessiva di

assistenza primaria a ciclo di scelta pari a mesi _____,

FA DOMANDA DI TRASFERIMENTO

secondo quanto previsto dall'articolo 34, comma 5, lettera a) dell'Accordo collettivo nazionale per la medicina generale n. 71/2022, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti per l'assistenza primaria a ciclo di scelta pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____, e segnatamente per i seguenti ambiti:

Ambito n.		Distretto	

Segue allegato AP1

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- titolare di incarico a tempo indeterminato per l'assistenza primaria a ciclo di scelta presso la Azienda Sanitaria Locale n. _____ di _____, per l'ambito territoriale di _____ della Regione _____, dal _____;
- di essere stato precedentemente titolare di incarico a tempo indeterminato nell'assistenza primaria a ciclo di scelta:
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;

Allega alla presente la documentazione o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva atta a comprovare il diritto a concorrere all'assegnazione dell'incarico ai sensi dell'articolo 34, comma 2, lettera a) dell'Accordo Collettivo Nazionale per la Medicina generale e l'anzianità complessiva di incarico in assistenza primaria a ciclo di scelta:

allegati n. __ (_____) documenti.

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____
provincia ____ indirizzo _____ n. _____

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

segue allegato AP1

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale**, tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di trasferimento i medici titolari di incarico a tempo indeterminato di assistenza primaria a ciclo di scelta iscritti da almeno due anni in un elenco della Regione Valle d'Aosta che pubblica l'avviso e quelli iscritti da almeno quattro anni in un elenco di altra Regione, che al momento di attribuzione dell'incarico non svolgono altre attività a qualsiasi titolo nell'ambito del SSN, eccezion fatta per attività del ruolo unico di assistenza primaria ad attività oraria.

I trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza di un terzo degli incarichi disponibili in ciascuna Azienda e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina.

In caso di disponibilità di un solo posto può essere esercitato il diritto di trasferimento;

I medici sono graduati in base all'anzianità di incarico a tempo indeterminato di medico di Assistenza Primaria a ciclo di scelta, detratti i periodi di eventuale sospensione dall'incarico di cui all'art 22 del vigente Accordo Collettivo. Per la valutazione dell'anzianità di incarico, il termine ultimo per il calcolo del periodo di anzianità è dato dalla data di pubblicazione sul BUR. In caso di pari posizione in graduatoria, i medici sono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare un'unica domanda, conforme allo schema allegato, disponibile presso la Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L. di Aosta.

Si raccomanda di scrivere in stampatello.

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato AP2

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI ASSISTENZA PRIMARIA A CICLO DI SCELTA**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno 2023)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

di assegnazione per un ambito carente tra quelli di seguito indicati, secondo quanto previsto dall'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria a ciclo di scelta pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

Segue Allegato AP2

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di rientrare nelle condizioni di cui al punto c) dell'art. 34, comma 5), lettera c) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28/04/2022 e di aver conseguito il diploma di formazione specifica in medicina generale in data..... con voto.....presso la Regione (Allegare fotocopia dell'attestato);
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di.....;
- di essere residente nel Comune di..... prov..... dal.....
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (*in caso affermativo specificare il tipo di attività.....*).

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato AP2

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** - tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda.

Tali medici concorrono successivamente ai trasferimenti e ai medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno 2023 e sono graduati, ai sensi del comma 9, dell'art. 34 dell'Accordo Collettivo Nazionale n 71/2022, nell'ordine della minore età al conseguimento della laurea, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea, con priorità di interpello per i residenti nell'ambito carente, nella Regione e da ultimo fuori Regione.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Allegato AP3

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI ASSISTENZA PRIMARIA A CICLO DI SCELTA**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici frequentanti nell'anno 2023 il corso di formazione specifica in medicina generale nella Regione Valle d'Aosta)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
VIA GUIDO REY, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

secondo quanto previsto art. 9, comma 1, del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti di Assistenza Primaria a ciclo di scelta pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____, qualora espletate **tutte** le procedure di assegnazione previste dall'art. 34 del vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71/2022, comprese le procedure di cui al comma 17, rimangono vacanti uno o più ambiti territoriali di assistenza primaria a ciclo di scelta:

Ambito n.		Distretto	

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

Segue Allegato AP3

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di frequentare il _____ (*indicare l'anno in corso*) anno del Corso di Formazione Specifica in Medicina Generale relativo al corso triennale ____/____ presso la Regione Valle d'Aosta iniziato in data _____ ;
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di.....;
- di essere residente nel Comune di..... prov..... dal.....
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (*in caso affermativo specificare il tipo di attività.....*).

DICHIARA INOLTRE

di essere a conoscenza che verrà eventualmente interpellato con apposita comunicazione, qualora, espletate tutte le procedure di assegnazione previste dall'art. 34 del vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71/CSR del 28 Aprile 2022, comprese le procedure di cui al comma 17, rimangono vacanti uno o più ambiti territoriali di assistenza primaria a ciclo di scelta

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato AP3

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di inserimento negli ambiti territoriali carenti di assistenza primaria a ciclo di scelta dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** - tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso.

(N.B. inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda, ai sensi dell'art. 9, comma 1, del Decreto Legge n 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019 e s.m.i., i medici laureati in medicina e abilitati all'esercizio della professione che siano iscritti al Corso di Formazione Specifica in medicina Generale nella Regione Valle d'Aosta

Tale assegnazione è in ogni caso subordinata rispetto ai medici in possesso del relativo diploma e agli altri medici aventi, a qualsiasi titolo, diritto all'inserimento nella graduatoria regionale.

I medici sono interpellati nel seguente ordine:

- medici frequentanti la terza annualità di frequenza del corso;
- medici frequentanti la seconda annualità di frequenza del corso
- medici frequentanti la prima annualità di frequenza del corso

A parità di annualità di frequenza, i medici sono ordinati in base ai seguenti criteri:

- minore età al conseguimento del diploma di laurea
- voto di laurea
- anzianità di laurea

con priorità di interpello per i medici residenti - alla data di pubblicazione delle carenze - nell'ambito carente, nella Regione e da ultimo i medici residenti fuori Regione;

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

ANNEXE AP

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION DE POSTES VACANTS DANS LES
ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE LIBRE CHOIX DANS LE CADRE DE
L'ASSISTANCE DE BASE

– LISTE D'APTITUDE –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, et inscrit(e) sous le numéro _____ au classement régional valable au titre de
2023,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de la lettre b) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base figurant sur la liste publiée au Bulletin officiel de la Région n° _____ du _____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
 - être titulaire du diplôme de formation spécifique en médecine générale, obtenu le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
 - être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
 - être inscrit(e) au classement régional au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) valable pour 2023, avec _____ points ;
 - résider dans la commune de _____ depuis le _____ ;
- avoir résidé en Vallée d'Aoste :
- du _____ au _____, dans la commune de _____ ;
du _____ au _____, dans la commune de _____ ;
du _____ au _____, dans la commune de _____ .

JE DÉCLARE, PAR AILLEURS,

- ne pas être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) ;
- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national *ou bien* n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national (*dans l'affirmative, préciser le type d'activité* _____).

Aux termes des dispositions du treizième alinéa de l'art. 34 dudit Accord, je demande que me soit attribué l'un des postes réservés ci-après (*cocher une seule case ; si les deux cases sont cochées ou si aucune case n'est cochée, cette requête n'est pas prise en compte*) :

- postes réservés aux médecins qui possèdent le titre de formation spécifique en médecine générale visé au décret législatif n° 256 du 8 août 1991 ou au décret législatif n° 277 du 8 juillet 2003, au sens de la lettre a) du septième alinéa de l'art. 16 de l'Accord susmentionné ;
- postes réservés aux médecins qui possèdent un titre équivalent au titre susdit, au sens de la lettre b) du septième alinéa de l'art. 16 de l'Accord susmentionné.

Je demande que toute communication soit envoyée :

- à l'adresse de ma résidence ;
- à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

Je joins au présent acte de candidature mon certificat historique de résidence ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété.

_____, le _____

Lieu et date

Signature en toutes lettres*

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins inscrits au classement unique régional valable au titre de 2023.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'un seul acte de candidature, rédigé conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste. Les actes de candidature doivent être rédigés en lettres capitales.

Tout candidat doit joindre à son acte de candidature un certificat de résidence précisant la date à laquelle celle-ci a été obtenue (jour, mois et année) ou, au sens de l'art. 46 du texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière de documents administratifs visé au décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, une auto-certification attestant la résidence et la date à laquelle celle-ci a été obtenue.

À défaut d'indication de la date à laquelle la résidence a été obtenue, les points relatifs à la possession de celle-ci ne sont pas attribués.

ATTENTION : en cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales indiquées à l'art. 76 du DPR n° 445/2000.

Les cinq points prévus par la lettre b) du huitième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022 en cas de résidence dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de libre choix dans le cadre de l'assistance de base sont attribués aux candidats qui, à la date d'expiration du délai de dépôt des demandes d'inscription au classement régional valable au titre de 2023 (à savoir le 31 janvier 2022), étaient résidents dans l'une des communes de la zone concernée depuis deux ans au moins.

Pour ce qui est de l'attribution des vingt points prévus par la lettre b) du huitième alinéa de l'art. 34 dudit Accord en cas de résidence en Vallée d'Aoste, il est fait application du même délai.

Aux termes du huitième alinéa de l'art. 34 susmentionné, la condition qui donne droit aux points relatifs à la résidence doit être remplie jusqu'à la date d'attribution du poste.

En cas d'égalité de rang de classement, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE AP1

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION DE POSTES VACANTS DANS LES
ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE LIBRE CHOIX DANS LE CADRE DE
L'ASSISTANCE DE BASE

– MUTATION –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de
base (médecins de libre choix) dans le cadre de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, dans la
zone _____ de la région _____ depuis le _____ et justifiant d'une ancienneté globale de
_____ mois au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix),

DEMANDE À ÊTRE MUTÉ(E),

au sens des dispositions de la lettre a) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des
médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril
2022, sur l'un des postes vacants dans les zones insuffisamment pourvues de médecins de libre choix dans
le cadre de l'assistance de base figurant sur la liste publiée au Bulletin officiel de la Région n° _____ du
_____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de
la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au
sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de
_____ le _____, avec la note de _____ ;
- être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de
libre choix) dans le cadre de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, dans la zone
_____ de la région _____ depuis le _____ ;
- avoir été titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre l'assistance de base (médecins
de libre choix), à savoir :
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;

- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____.

Je joins au présent acte la documentation requise ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété attestant, d'une part, mon droit à me porter candidat(e) en vue de l'attribution de l'un des postes en cause, au sens de la lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes, et, d'autre part, mon ancienneté globale au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix).

Nombre de pièces jointes : ___ (_____).

Je demande que toute communication soit envoyée :

à l'adresse de ma résidence ;

à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur acte de candidature en vue de la mutation sur l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, deux ou quatre ans au moins. Par ailleurs, lors de l'attribution du poste pour lequel ils se sont portés candidats, ils ne doivent exercer aucune autre activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à l'exception des fonctions relevant d'un emploi au titre de l'assistance de base (médecins de garde).

Les mutations sont possibles jusqu'à un tiers au maximum des postes à pourvoir et les fractions résultant du calcul dudit tiers sont arrondies à l'entier le plus proche.

Au cas où un seul poste serait vacant, il peut être pourvu par mutation.

Les médecins sont classés sur la base de l'ancienneté de leur emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix), déduction faite des éventuelles périodes de suspension du mandat au sens du premier alinéa de l'art. 22 de l'Accord collectif national en vigueur. L'ancienneté est calculée jusqu'à la date de publication de la délibération portant détermination des postes vacants au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste. En cas d'égalité de rang de classement, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'un seul acte de candidature, rédigé conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

Les actes de candidature doivent être rédigés en lettres capitales.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE AP2

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
DE POSTES VACANTS DANS LES ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE
LIBRE CHOIX DANS LE CADRE DE L'ASSISTANCE DE BASE

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de 2023)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- réunir les conditions prévues par la lettre c) du cinquième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif national susmentionné et avoir obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale le _____ avec la note de _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ (*une photocopie du diplôme doit être annexée*) ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____ ;

- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national *ou bien* n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national (*dans l'affirmative, préciser le type d'activité* _____).

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de son acte de candidature.

Les médecins en cause sont pris en compte après ceux qui ont demandé leur mutation et après ceux qui sont inscrits au classement régional valable au titre de 2023 et sont classés en fonction de leur âge au moment de l'obtention de leur diplôme, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci, au sens du neuvième alinéa de l'art. 34 de l'Accord collectif susmentionné. En cas d'égalité de rang de classement, la priorité est donnée, dans l'ordre, aux candidats qui résident dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de libre choix, à ceux qui résident en Vallée d'Aoste et, enfin, à ceux qui résident dans une région autre que la Vallée d'Aoste.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

ANNEXE AP3

ACTE DE CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
DE POSTES VACANTS DANS LES ZONES INSUFFISAMMENT POURVUES DE MÉDECINS DE
LIBRE CHOIX DANS LE CADRE DE L'ASSISTANCE DE BASE

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui suivent en 2023 le cours de formation spécifique en
médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE,

au sens des dispositions du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, et au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'art. 34 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, y compris celles prévues par le dix-septième alinéa dudit article, un ou plusieurs postes au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) visés au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____ seraient encore vacants, que me soit attribué l'un desdits postes, et précisément :

Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	
Zone n°		District n°	

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- suivre la _____ année du cours de formation spécifique en médecine générale sur trois ans au titre de la période _____ / _____, organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste et ayant démarré le _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____ ;

- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national *ou bien* n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national (*dans l'affirmative, préciser le type d'activité* _____).

JE DÉCLARE, PAR AILLEURS,

être conscient(e) du fait que je serai convoqué(e) par une communication ad hoc seulement au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'art. 34 de l'Accord collectif national susmentionné rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71/2022, y compris celles prévues par le dix-septième alinéa dudit article, un ou plusieurs postes au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) seraient encore vacants.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____

Lieu et date

Signature en toutes lettres*

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur acte de candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants au titre de l'assistance de base (médecins de libre choix) dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Aux termes du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, peuvent faire acte de candidature les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits au cours de formation spécifique en médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste.

Les médecins en cause sont pris en compte après ceux qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale et après ceux qui ont droit, à quelque titre que ce soit, à être inscrits au classement régional.

Les médecins sont convoqués suivant l'ordre ci-après :

- médecins qui suivent la troisième année du cours ;
- médecins qui suivent la deuxième année du cours ;
- médecins qui suivent la première année du cours.

À égalité d'année de cours suivie, les médecins sont classés suivant les critères indiqués ci-après :

- âge lors de l'obtention du diplôme de médecine et chirurgie, priorité étant donnée au médecin le plus jeune ;
- note dudit diplôme ;
- ancienneté dudit diplôme.

En cas d'égalité de rang de classement, priorité est donnée aux candidats qui, à la date de publication de la délibération portant détermination des postes vacants, résident dans une zone insuffisamment pourvue de médecins de libre choix.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

**Deliberazione del Direttore Generale 12 maggio 2023,
n. 276.**

Approvazione della pubblicazione di un avviso per n.3 (tre) incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriale, con rapporto esclusivo di 38 ore settimanali, accertati al 1° marzo 2023, ai sensi di quanto disposto dall'art.63 dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022.

IL DIRETTORE GENERALE

Omissis

delibera

1. Di approvare la pubblicazione di un avviso per n.3 (tre) incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale, con rapporto esclusivo di 38 ore settimanali, accertati al 1° marzo 2023, ai sensi di quanto disposto dall'art.63 dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022;
2. Di stabilire che possono concorrere, prioritariamente, al conferimento dell'incarico vacante:
 - a) per trasferimento, ai sensi dell'art.63, comma 6, lettera a) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28/04/2022, i medici titolari di incarico a tempo indeterminato per la emergenza sanitaria territoriale nell'Azienda USL della Regione Valle d'Aosta, che ha pubblicato gli incarichi vacanti, o in un'Azienda di altra Regione, a condizione che risultino titolari rispettivamente da almeno un anno e da almeno due anni dell'incarico dal quale provengono.
I trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza di un terzo dei posti disponibili in ciascuna Azienda e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo del terzo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina. In caso di disponibilità di un solo posto per questo può essere esercitato il diritto di trasferimento;
 - b) per graduatoria, ai sensi dell'art.63, comma 6, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28/04/2022, i medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno in corso;
 - c) ai sensi dell'art.63, comma 6, lettera c) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/CSR del 28/04/2022, i medici che abbiano acquisito il titolo di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda;
 - d) ai sensi dell'art.9, comma 1, del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n.12 dell'11 febbraio 2019 e dell'art. 12, comma 3 del

Délibération du directeur général n° 276 du 12 mai 2023,

portant avis de vacance, constatée au 1^{er} mars 2023, de trois postes de médecin sous contrat de travail exclusif (38 heures hebdomadaires) dans le cadre du Service territorial des urgences, au sens de l'art. 63 de l'Accord collectif national pour la réglementation des rapports avec les médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Omissis

délibère

1. La publication d'un avis relatif à l'attribution, sous contrat de travail exclusif (trente-huit heures hebdomadaires), de trois postes de médecin dans le cadre du Service territorial des urgences, dont la vacance a été constatée au 1^{er} mars 2023, est approuvée au sens de l'art. 63 de l'Accord collectif national pour la réglementation des rapports avec les médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022.
2. Aux fins de l'attribution des postes vacants visés ci-dessus, peuvent faire acte de candidature, à titre prioritaire :
 - a) Par mutation, au sens de la lettre a) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur, les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des urgences de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, un ou deux ans au moins. Les mutations sont possibles jusqu'à concurrence d'un tiers des postes à pourvoir ; les fractions résultant du calcul dudit tiers sont arrondies à l'entier le plus proche. Si un seul poste est vacant, il peut être pourvu par mutation ;
 - b) Les médecins inscrits au classement régional valable au titre de l'année en cours, au sens de la lettre b) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur ;
 - c) Les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours, au sens de la lettre c) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de sa candidature ;
 - d) Les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits au cours de formation spécifique en médeci-

D.L. 30 aprile 2019, n. 35 convertito con modificazione dalla Legge 25 Giugno 2019, n.60, i medici laureati in medicina e chirurgia abilitati all'esercizio professionale, iscritti al corso di formazione specifica in medicina generale nella regione che pubblica gli incarichi vacanti, fermo restando il requisito del possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'emergenza sanitaria territoriale;

- e) ai sensi della Legge di Bilancio 234/2021, art. 1, commi 272 e 273, il personale medico in servizio presso le strutture del sistema di emergenza-urgenza territoriale 118, che alla data di entrata in vigore della presente legge (01/01/2022) hanno maturato un'anzianità lavorativa di almeno trentasei mesi, anche senza il possesso del diploma attestante la formazione specifica in medicina generale, purché titolare dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'emergenza sanitaria territoriale. A determinare il requisito di anzianità lavorativa, concorrono periodi di attività, anche non continuativi effettuati negli ultimi dieci anni, nei servizi di emergenza-urgenza 118, con incarico convenzionale a tempo determinato. I medici di cui ai commi 272 e 273 della L. 234/2022 saranno convocati in via subordinata rispetto agli aventi diritto di cui all'art. 63, comma 6, del citato Accordo Collettivo Nazionale;
3. Di stabilire che, in subordine, possono concorrere al conferimento dell'incarico vacante i medici di cui al punto 1) della delibera di Giunta Regionale n.1632 del 17/05/1999 e precisamente i medici non in possesso dell'attestato di idoneità rilasciato dopo la frequenza di apposito corso di formazione ai sensi dell'art.66 dell'Accordo vigente e graduati secondo i sottoelencati criteri stabiliti dalla Giunta Regionale con atto deliberativo n.1632 in data 17/05/1999 in applicazione della legge regionale 04/05/1998, n.21:
- a) attività documentata di almeno sei mesi, come medico dipendente, incaricato o di ruolo: presso un pronto soccorso ospedaliero;
presso un servizio di soccorso sanitario 118;
presso un'unità operativa di anestesia e rianimazione;
- b) attività di almeno 300 ore come medico di elisoccorso svolto in ambiente montano;
- c) attività documentata di almeno un anno anche non continuativo quale guardia medica;
- d) attività documentata di almeno sei mesi anche non continuativi quale guardia medica cumulati a sei mesi di incarico in qualunque altra unità operativa ospedaliera;

ne générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste, au sens du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, et du troisième alinéa de l'art. 12 du décret-loi n° 35 du 30 avril 2019, converti, avec modifications, par la loi n° 60 du 25 juin 2019. En tout état de cause, lesdits médecins doivent justifier de l'habilitation à l'exercice de leur profession dans le cadre du Service territorial des urgences ;

- e) Les médecins en service au sein des structures relevant du service des urgences territoriales 118 qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi budgétaire n° 234 du 30 décembre 2021 (à savoir le 1^{er} janvier 2022), justifient d'une ancienneté de travail d'au moins trente-six mois, au sens des deux cent soixante-douzième et deux cent soixante-treizième alinéas de l'art. 1^{er} de ladite loi ; lesdits médecins peuvent ne pas justifier du diplôme de formation spécifique en médecine générale à condition qu'ils aient obtenu l'habilitation à l'exercice de leur profession dans le cadre du Service territorial des urgences. L'ancienneté de travail est calculée en fonction des services, même non consécutifs, effectués au cours des dix dernières années dans le cadre d'un Service des urgences territoriales 118 sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée. Les médecins visés aux alinéas susmentionnés sont pris en compte après ceux qui répondent aux conditions requises par le sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur.
3. Subsidairement, peuvent faire acte de candidature les médecins visés au point 1) de la délibération du Gouvernement régional n° 1632 du 17 mai 1999, prise en application de la loi régionale n° 21 du 4 mai 1998 qui ne justifient pas de l'habilitation délivrée à l'issue d'un cours de formation organisé au sens de l'art. 66 de l'Accord collectif national en vigueur et sont classés en fonction des conditions ci-après, établies par ladite délibération :
- a) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois en tant que médecin salarié titulaire ou chargé de fonctions au sein :
du service des urgences d'un hôpital ;
d'un service des urgences 118 ;
d'une unité opérationnelle d'anesthésie et de réanimation ;
- b) Justifier d'une expérience d'au moins trois cents heures, en tant que médecin d'un service de secours en montagne par hélicoptère ;
- c) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins douze mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale ;
- d) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale et avoir été chargé de fonctions pendant au moins six autres mois dans une autre unité opérationnelle hospitalière ;

e) attestato di partecipazione al corso di formazione specifica in medicina generale istituito dal decreto legislativo 8 agosto 1991, n. 256 (Attuazione della direttiva n. 86/457/CEE, relativa alla formazione specifica in medicina generale, a norma dell'art. 5 della L. 30 luglio 1990, n. 212).

Nei casi di cui alle lettere c) e d), è altresì necessaria la frequenza di corsi integrativi di formazione specifica teorico-pratica sull'emergenza sanitaria con particolare riguardo al Basic life support (BLS), al Basic trauma life support (BTLS) e all'Advanced cardiac life support (ACLS).

Ai fini del calcolo dei punteggi le frazioni di mesi superiori a 15 giorni sono valutate come mese intero.

Riguardo alla guardia medica per frazione di mese da valutare come mese intero si intende un complesso di ore di attività superiore a 48. Per le attività considerate in ore (medico di elisoccorso) per ogni frazione superiore alle 50 ore vengono valutate 100 ore.

Non sono valutabili attività che non siano espressamente previste dalla legge regionale 4 maggio 1998, n. 21, art. 5, commi 2 e 3.

A parità di punteggio complessivo prevalgono, nell'ordine l'attività svolta in Valle d'Aosta, il voto di laurea e l'anzianità di laurea.

Tutti i medici incaricati ai sensi della delibera di Giunta Regionale n.1632 del 17/05/1999 avranno l'obbligo della partecipazione e del superamento del corso di formazione per il conseguimento dell'idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale, ai sensi dell'art.66 dell'Accordo Collettivo Nazionale per la disciplina dei rapporti con i medici di medicina generale 70/2022;

4. Di stabilire che gli aspiranti devono, entro 20 giorni dalla data di pubblicazione sul Bollettino Ufficiale Regionale della Regione Autonoma Valle d'Aosta, presentare all'U.S.L. Valle d'Aosta – Ufficio Convenzioni Uniche Nazionali – apposita domanda di assegnazione di incarico per uno o più degli ambiti territoriali carenti pubblicati, utilizzando lo schema di cui agli Allegati MET, MET1, MET2, MET3, MET4 e MET5, che saranno pubblicati integralmente sul B.U.R.;
5. Di sottrarre dalla pubblicazione sull'albo Aziendale gli allegati MET, MET1, MET2, MET3, MET4 e MET5 di cui al precedente punto in quanto soggetti alle regole sulla pubblicazione stabilite dalla normativa di settore;
6. Di stabilire, che il presente provvedimento sia pubblicato nel Bollettino Ufficiale della Regione Autonoma Valle d'Aosta;
7. Di dare atto che il presente provvedimento rispetta i vincoli giuridici ed economici di cui alla Deliberazione di Giunta regionale n. 72/2023;

e) Justifier de l'attestation de participation au cours de formation spécifique en médecine générale organisé au sens du décret législatif n° 256 du 8 août 1991 (Application de la directive n° 86/457/CEE, relative à la formation spécifique en médecine générale, aux termes de l'art. 5 de la loi n° 212 du 30 juillet 1990).

Le candidat qui répond à la condition visée à la lettre c) ou à la lettre d) doit participer à des cours complémentaires de formation théorique et pratique en matière d'urgences, portant notamment sur le *Basic life support (BLS)*, le *Basic trauma life support (BTLS)* et l'*Advanced cardiac life support (ACLS)*.

Aux fins du calcul des points, l'activité exercée pendant plus de quinze jours est considérée comme un mois entier.

L'activité de permanence médicale de plus de quarante-huit heures est considérée comme un mois entier. Quant aux fonctions de médecin du service de secours par hélicoptère, toute activité de plus de cinquante heures est considérée comme ayant duré cent heures.

Les activités non expressément prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'art. 5 de la LR n° 21/1998 ne sont pas prises en compte.

En cas d'égalité de points, priorité est donnée, dans l'ordre, au candidat qui a exercé son activité en Vallée d'Aoste, au candidat dont la note de diplôme est la meilleure ou au candidat qui a obtenu son diplôme depuis plus longtemps.

Les médecins chargés de fonctions au sens de la DGR n° 1632/1999 sont tenus de suivre et de réussir le cours de formation pour l'habilitation à l'exercice de leur profession dans le cadre du Service territorial des urgences, au sens de l'art. 66 de l'Accord collectif national en vigueur.

4. Dans les vingt jours qui suivent la publication de la présente délibération au Bulletin officiel de la Région, les intéressés doivent faire parvenir au Bureau des conventions collectives nationales uniques de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste leur candidature établie conformément aux modèles visés aux annexes MET, MET1, MET2, MET3, MET4 et MET5, intégralement publiées audit Bulletin.
5. Les annexes MET, MET1, MET2, MET3, MET4 et MET5 visées au point ci-dessus ne sont pas publiées au tableau d'affichage de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste car elles tombent sous le coup des règles en matière de publication fixées par la législation en vigueur.
6. La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.
7. Le présent acte respecte les limites juridiques et économiques visées à la délibération du Gouvernement régional n° 72 du 24 janvier 2023.

8. Di dichiarare il presente provvedimento immediatamente eseguibile per le motivazioni di urgenza indicate in premessa.

Il Direttore generale
Massimo UBERTI

8. La présente délibération est immédiatement applicable pour les raisons d'urgences indiquées au préambule.

Le directeur général,
Massimo UBERTI

Allegato MET

DOMANDA DI PARTECIPAZIONE
ALL'ASSEGNAZIONE DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE
(per graduatoria)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ____ il

_____ M __ F __ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____, inserito nella graduatoria della Regione Valle

d'Aosta di settore, valevole per l'anno 2023 in posizione n. _____,

FA DOMANDA

secondo quanto previsto dall'articolo 63, comma 6, lettera b) dell'Accordo Collettivo Nazionale per la medicina generale n. 71/2022, di assegnazione degli incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____,

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale conseguito presso la Regione _____ in data _____;
- essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
- di essere iscritto nella graduatoria regionale – settore emergenza sanitaria territoriale - valevole per il 2023 con punti _____ e che alla data di scadenza della presentazione della domanda di

inserimento/integrazione titoli nella graduatoria (31/01/2022) non era titolare di incarico a tempo indeterminato di Emergenza Sanitaria Territoriale;

- di essere residente nel Comune di _____ dal _____ a tutt'oggi;
- di essere/non essere titolare di incarico a tempo indeterminato presso l'Azienda USL della regione Valle d'Aosta nel servizio di continuità assistenziale dal _____:

DICHIARA INOLTRE

- di non essere titolare di incarico a tempo indeterminato di Emergenza Sanitaria Territoriale;

Allega alla presente la documentazione o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva atta a comprovare il diritto a concorrere all'assegnazione dell'incarico e l'anzianità complessiva di incarico nella Continuità Assistenziale:

allegati n. ____ (_____) documenti.

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____ provincia _____

indirizzo _____ n. _____

Allega, alla presente, certificato storico di residenza o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva.

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità. _____

segue Allegato MET

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso: (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di inserimento i medici inclusi nella vigente graduatoria unica regionale valevole per l'anno 2023 e che siano in possesso dei requisiti necessari per le attività di emergenza sanitaria territoriale.

I medici saranno graduati nell'ordine risultante dai seguenti criteri:

- a) punteggio riportato nella graduatoria regionale di cui all'articolo 19;
- b) punti 5 a coloro che nell'Azienda nella quale è vacante l'incarico per il quale concorrono abbiano la residenza fin da due anni antecedenti la scadenza del termine per la presentazione della domanda di inclusione nella graduatoria regionale e che tale requisito abbiano mantenuto fino al conferimento dell'incarico;
- c) punti 20 ai medici residenti nell'ambito della Regione da almeno due anni antecedenti la data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di inclusione nella graduatoria regionale e che tale requisito abbiano mantenuto fino al conferimento dell'incarico.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare **un'unica domanda**, conforme allo schema allegato, disponibile presso la **Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L.** di Aosta

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

Alla domanda di inserimento va allegato il certificato di residenza con indicazione della data di acquisizione della stessa (giorno, mese, anno) ovvero, ai sensi dell'art. 46 del "T.U. delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di documentazione amministrativa" di cui al D.P.R. 445 del 28.12.2000, la dichiarazione sostitutiva attestante il possesso della residenza sempre con indicazione della data di acquisizione.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato MET1

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE**
(per trasferimento)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA

Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ____ il
_____ M __ F __ Codice Fiscale _____
residente a _____ prov. _____
Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____
PEC: _____, titolare di incarico a tempo
indeterminato per l'Emergenza Sanitaria Territoriale presso la Azienda Sanitaria Locale n. _____ di
_____, della Regione _____,
dal _____ e con anzianità complessiva di Emergenza Sanitaria Territoriale pari a mesi _____,

FA DOMANDA DI TRASFERIMENTO

secondo quanto previsto dall'articolo 63, comma 6, lettera a) dell'Accordo collettivo nazionale per la medicina generale n. 71/2022, per l'assegnazione degli ambiti territoriali carenti per l'Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____;

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale conseguito presso la Regione _____ in data _____;

- titolare di incarico a tempo indeterminato per l'Emergenza Sanitaria Territoriale presso la Azienda Sanitaria Locale n. _____ di _____, della Regione _____, dal _____;
- di essere stato precedentemente titolare di incarico a tempo indeterminato nell'Emergenza Sanitaria Territoriale:
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL di _____ Regione _____
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____

Allega alla presente la documentazione o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva atta a comprovare il diritto a concorrere all'assegnazione dell'incarico e l'anzianità complessiva di incarico in Emergenza Sanitaria Territoriale:
allegati n. ____ (_____) documenti.

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____
provincia ____ indirizzo _____ n. _____

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

Segue allegato MET1

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso. (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di trasferimento i medici titolari di incarico a tempo indeterminato per la emergenza sanitaria territoriale nell'Azienda USL della Regione Valle d'Aosta o in un'Azienda di altra Regione, a condizione che risultino titolari rispettivamente da almeno un anno e da almeno due anni dell'incarico dal quale provengono.

I trasferimenti sono possibili fino alla concorrenza di un terzo dei posti disponibili e i quozienti frazionali ottenuti nel calcolo del terzo di cui sopra si approssimano alla unità più vicina.

In caso di disponibilità di un solo posto per questo può essere esercitato il diritto di trasferimento;

I medici sono graduati in base all'anzianità di incarico a tempo indeterminato nell'Emergenza Sanitaria Territoriale, detratti i periodi di eventuale sospensione dall'incarico di cui all'art 22, comma 1, dell'Accordo Collettivo Nazionale 28 Aprile 2022. Per la valutazione dell'anzianità di incarico, il termine ultimo per il calcolo del periodo di anzianità è dato dalla data di pubblicazione sul BUR. In caso di pari posizione in graduatoria, i medici sono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare un'unica domanda, conforme allo schema allegato, disponibile presso la Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L. di Aosta.

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

Allegato MET2

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno 2023)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

di assegnazione per un ambito carente di Emergenza Sanitaria Territoriale, secondo quanto previsto dall'Accordo Collettivo Nazionale 28 Aprile 2022, n. 71, per l'assegnazione degli incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____:

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di rientrare nelle condizioni di cui al punto c) dell'art. 63, comma 6) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71 del 28 Aprile 2022 e di aver conseguito il diploma di formazione specifica in medicina generale in data _____ con voto _____ presso la Regione _____ (Allegare fotocopia dell'attestato);

- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
- di essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale conseguito presso la Regione _____ in data _____;
- di essere residente nel Comune di _____ prov _____ dal _____
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (in caso affermativo specificare il tipo di attività _____)

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

data

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato MET2

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso. (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda i medici che abbiano acquisito il diploma di formazione specifica in medicina generale successivamente alla data di scadenza della presentazione della domanda di inclusione in graduatoria regionale valida per l'anno in corso, autocertificandone il possesso all'atto della presentazione della domanda (art. 63, comma 6, lettera c) dell'Accordo Collettivo Nazionale 71/2022)

Tali medici concorrono successivamente ai trasferimenti e ai medici inclusi nella graduatoria regionale valida per l'anno 2023 e sono graduati, ai sensi del comma 10, dell'art. 63 dell'Accordo Collettivo Nazionale n 71/2022, nell'ordine della minore età al conseguimento della laurea, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea, con priorità di interpello per i residenti nell'ambito carente, nella Regione Valle d'Aosta e da ultimo fuori Regione.

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Allegato MET3

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici frequentanti nell'anno 2023 il corso di formazione specifica in medicina generale nella Regione Valle d'Aosta)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

secondo quanto previsto art. 63, comma 6, lettere d) ed e) del vigente ACN n. 71/2022, per l'assegnazione degli incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____.

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di frequentare il _____ (*indicare l'anno in corso*) anno del Corso di Formazione Specifica in Medicina Generale relativo al corso triennale ____/____ presso la Regione Valle d'Aosta iniziato in data _____ (*con borsa di studio/senza borsa di studio*);
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;

- di essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale conseguito presso la Regione _____ in data _____;
- di essere residente nel Comune di _____ prov. _____ dal _____
- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (in caso affermativo specificare il tipo di attività _____).

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità.**

Segue allegato MET3

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso. (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda, ai sensi dell'art. 9, comma 1, del Decreto Legge n 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019, i medici laureati in medicina e chirurgia e abilitati all'esercizio della professione, che siano iscritti al Corso di Formazione Specifica in medicina Generale nella Regione Valle d'Aosta.

Tale assegnazione, qualora espletate le procedure di assegnazione previste dal vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71 del 28/04/2022 è in ogni caso subordinata rispetto ai medici in possesso del relativo diploma e agli altri medici aventi, a qualsiasi titolo, diritto all'inserimento nella graduatoria regionale.

I medici sono interpellati nel seguente ordine:

- medici frequentanti la terza annualità di frequenza del corso;
- medici frequentanti la seconda annualità di frequenza del corso;
- medici frequentanti la prima annualità di frequenza del corso;

(N.B.: per coloro che hanno iniziato il corso a seguito di scorrimento della graduatoria, si intende la data di inizio della frequenza)

A parità di annualità di frequenza, in attuazione dell'art 63, commi 11 e 13 dell' Accordo Collettivo Nazionale 71/2022, i medici sono ordinati in base ai seguenti criteri:

- minore età al conseguimento del diploma di laurea
- voto di laurea
- anzianità di laurea

con priorità di interpello per i medici residenti - alla data di pubblicazione delle carenze – nel territorio aziendale, nella Regione Valle d'Aosta e da ultimo fuori Regione;

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

Allegato MET4

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE
ALL'ASSEGNAZIONE DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE
(ai sensi dell'art. 1, commi 272 e 273, della legge 30/12/2021, n. 234)**

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il
_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____
residente a _____ prov. _____
Via _____ n. _____ CAP _____ tel. _____
PEC: _____,

FA DOMANDA

secondo quanto previsto dall'articolo 1, commi 272 e 273 della Legge 30/12/2021, n.234, di assegnazione degli incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul Bollettino Ufficiale della Regione Valle d'Aosta n. _____ del _____,

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/2000

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale rilasciato a seguito della frequenza del corso di cui all'art. 96 dell'Accordo Collettivo Nazionale 29/07/2009, conseguito presso la Regione _____ in data _____;
- di aver conseguito l'abilitazione all'esercizio professionale in data _____;
- essere iscritto all'Albo professionale dell'Ordine dei Medici di _____ n. _____;

- di essere privo del diploma di formazione specifica in medicina generale di cui al D.lgs 17/08/1999, n. 368 e ss.mm.ii.
- di essere titolare di incarico a **tempo determinato** di Emergenza Sanitaria Territoriale, conferito ai sensi dell'art. 66 del vigente ACN MMG, presso l'Azienda _____ della Regione _____, dal ___ / ___ / ___ (gg/mm/aaaa);
- di aver maturato, alla data dell'1/1/2022, un'anzianità lavorativa di almeno **trentasei mesi** determinata da periodi di attività, anche non continuativi, effettuati negli ultimi dieci anni (periodo dal 01/01/2012 al 01/01/2022), nei servizi di emergenza-urgenza 118 con incarico convenzionale a tempo determinato di emergenza sanitaria territoriale, di seguito indicati:

dal _____ al _____ presso la ASL _____ Regione _____
dal _____ al _____ presso la ASL _____ Regione _____
dal _____ al _____ presso la ASL _____ Regione _____
dal _____ al _____ presso la ASL _____ Regione _____

pari ad un'anzianità complessiva di servizio nella emergenza sanitaria territoriale di mesi _____, detratti i periodi di sospensione dall'incarico di cui all'art. 22 comma 1 dell'ACN 28/04/2022 di seguito indicati:

dal _____ al _____ ASL _____ Regione _____
dal _____ al _____ ASL _____ Regione _____

Ai fini della determinazione dell'anzianità di servizio dovrà essere riportato al presente punto anche il periodo di attività relativo all'incarico dichiarato al punto precedente, fino alla data dell'1/1/2022.

Allega alla presente la documentazione o autocertificazione e dichiarazione sostitutiva atta a comprovare il diritto a concorrere all'assegnazione dell'incarico e l'anzianità complessiva di incarico nell'Emergenza Sanitaria Territoriale:

allegati n. ___ (_____) documenti.

Chiede che ogni comunicazione in merito venga indirizzata presso:

- la propria residenza
- il domicilio sotto indicato:

c/o _____ Comune _____ CAP _____ provincia _____

indirizzo _____ n. _____

Allega, alla presente, autocertificazione e dichiarazione sostitutiva.

Data _____

firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare fotocopia semplice di un documento di identità.

segue Allegato MET4

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire **all'Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale** tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre **il 20° giorno successivo** alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso: (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono presentare domanda di inserimento medici in servizio a tempo determinato presso le strutture del sistema di emergenza-urgenza territoriale 118, che, alla data di entrata in vigore della Legge 234/2021 (ovvero al 01/01/2022), hanno maturato un'anzianità lavorativa di almeno trentasei mesi;

A determinare il requisito dell'anzianità lavorativa, concorrono periodi di attività, anche non continuativi, effettuati negli ultimi 10 anni, nei servizi di emergenza-urgenza 118 con incarico convenzionale a tempo determinato: l'anzianità di servizio costituirà criterio di graduazione nella predisposizione della graduatoria per l'assegnazione degli incarichi. In caso si pari anzianità, gli aspiranti sono graduati nell'ordine della minore età, del voto di laurea e dell'anzianità di laurea, con priorità di interpello per i residenti nell'ambito carente, nella Regione Valle d'Aosta e da ultimo fuori regione.

Si evidenzia che gli interessati dovranno inviare **un'unica domanda**, conforme allo schema allegato, disponibile presso la **Direzione di Area Territoriale dell'U.S.L. di Aosta**

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

Alla domanda di inserimento va allegato il certificato di residenza con indicazione della data di acquisizione della stessa (giorno, mese, anno) ovvero, ai sensi dell'art. 46 del "T.U. delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di documentazione amministrativa" di cui al D.P.R. 445 del 28.12.2000, la dichiarazione sostitutiva attestante il possesso della residenza sempre con indicazione della data di acquisizione.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

La mancata presentazione, entro il termine che sarà indicato nella convocazione formale, sarà considerata a tutti gli effetti come rinuncia all'incarico.

**DOMANDA DI PARTECIPAZIONE ALLA ASSEGNAZIONE
DEGLI AMBITI TERRITORIALI CARENTI
DI EMERGENZA SANITARIA TERRITORIALE**

(Possono partecipare all'assegnazione di tali incarichi i medici di cui al punto 1) della delibera di Giunta Regionale n. 1632 del 17/05/1999)

BOLLO
16 EURO

ALL'AZIENDA U.S.L. VALLE D'AOSTA
Direzione Area Territoriale
Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche
Via Guido Rey, 1
11100 AOSTA AO
protocollo@pec.ausl.vda.it

Il sottoscritto Dott. _____ nato a _____ Prov. ___ il

_____ M ___ F ___ Codice Fiscale _____

residente a _____ prov. _____

Via _____ n _____ CAP _____ tel. _____

PEC: _____

FA DOMANDA

secondo quanto previsto punto 1) della delibera di Giunta Regionale n. 1632 del 17/05/1999 per l'assegnazione degli incarichi vacanti di Emergenza Sanitaria Territoriale pubblicati sul B.U.R. della Regione autonoma Valle d'Aosta n. _____ del _____, qualora espletate **tutte** le procedure di assegnazione previste dal vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 112 del 21 giugno 2018 e dall'art. 9, comma 1, del Decreto Legge 135 del 14 dicembre 2018, convertito in Legge n. 12 dell'11 Febbraio 2019, rimangano vacanti uno o più incarichi di Emergenza Sanitaria Territoriale.

A tal fine, consapevole delle responsabilità amministrative e penali conseguenti a dichiarazioni mendaci, così come previsto dall'art.76 del DPR 445/2000, ai sensi degli artt. 46 e 47 del DPR 445/00:

DICHIARA

- di essere in possesso del diploma di laurea in Medicina e Chirurgia conseguito presso l'Università degli Studi di _____ in data _____ con voto _____;
- di essere iscritto all'Ordine dei Medici di _____;
- di non essere in possesso dell'attestato di idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale;

- di essere in possesso, ai sensi della Delibera di Giunta Regionale n. 1632 del 17/05/1999, di almeno uno dei seguenti requisiti (*barrare la lettera interessata*):
 - a) attività documentata di almeno sei mesi, come medico dipendente, incaricato o di ruolo:
 - presso un pronto soccorso ospedaliero;
 - presso un servizio di soccorso sanitario 118;
 - presso un'unità operativa di anestesia e rianimazione;
 - b) attività di almeno 300 ore come medico di elisoccorso svolto in ambiente montano;
 - c) attività documentata di almeno un anno anche non continuativo quale guardia medica (*è necessaria la frequenza di corsi integrativi di formazione specifica teorico-pratica sull'emergenza sanitaria con particolare riguardo al Basic life support (BLS), al Basic trauma life support (BTLS) e all'Advanced cardiac life support (ACLS)*);
 - d) attività documentata di almeno sei mesi anche non continuativi quale guardia medica cumulati a sei mesi di incarico in qualunque altra unità operativa ospedaliera (*è necessaria la frequenza di corsi integrativi di formazione specifica teorico-pratica sull'emergenza sanitaria con particolare riguardo al Basic life support (BLS), al Basic trauma life support (BTLS) e all'Advanced cardiac life support (ACLS)*);
 - e) attestato di partecipazione al corso di formazione specifica in medicina generale istituito dal decreto legislativo 8 agosto 1991, n. 256 (Attuazione della direttiva n. 86/457/CEE, relativa alla formazione specifica in medicina generale, a norma dell'art. 5 della L. 30 luglio 1990, n. 212)

- di essere residente nel Comune di _____ prov _____ dal _____

- di svolgere/non svolgere altra attività a qualsiasi titolo nell'ambito del Servizio Sanitario Nazionale, (*in caso affermativo specificare il tipo di attività* _____).

DICHIARA INOLTRE

di essere a conoscenza che verrà eventualmente interpellato con apposita comunicazione, qualora espletate tutte le procedure di assegnazione previste dal vigente Accordo Collettivo Nazionale n. 71 del 28 Aprile 2022, rimangano vacanti uno o più incarichi di Emergenza Sanitaria Territoriale.

Indicare eventuale recapito diverso dalla residenza per ogni comunicazione da parte dell'ufficio:

_____ data

_____ firma per esteso (*)

(*) In luogo dell'autenticazione della firma, allegare **fotocopia semplice di un documento di identità**.

Segue allegato MET5

AVVERTENZE GENERALI

La domanda di partecipazione all'assegnazione degli incarichi vacanti di emergenza sanitaria territoriali dovrà pervenire all'**Azienda U.S.L. Valle D'Aosta – Ufficio Convenzioni Nazionali Uniche della Direzione Area Territoriale - Via Guido Rey n. 1 – 11100 AOSTA**, oppure tramite PEC (protocollo@pec.ausl.vda.it), entro e non oltre il 20° giorno successivo alla data di pubblicazione nel B.U.R. del presente avviso. : (N.B.: inviare i documenti in un unico file)

Possono concorrere al conferimento degli incarichi vacanti i medici di cui al punto 1) della delibera di Giunta Regionale n. 1632 del 17/05/1999 e precisamente i medici non in possesso dell'attestato di idoneità rilasciato dopo la frequenza di apposito corso di formazione ai sensi dell'art. 96 dell'Accordo vigente e in possesso di almeno uno dei sottoelencati requisiti stabiliti dalla Giunta Regionale con atto deliberativo n. 1632 in data 17.05.1999 in applicazione della legge regionale 04.05.1998, n. 21:

a) attività documentata di almeno sei mesi, come medico dipendente, incaricato o di ruolo:

-
- presso un pronto soccorso ospedaliero;
 - presso un servizio di soccorso sanitario 118;
 - presso un'unità operativa di anestesia e rianimazione;

b) attività di almeno 300 ore come medico di elisoccorso svolto in ambiente montano;

c) attività documentata di almeno un anno anche non continuativo quale guardia medica;

d) attività documentata di almeno sei mesi anche non continuativi quale guardia medica cumulati a sei mesi di incarico in qualunque altra unità operativa ospedaliera;

e) attestato di partecipazione al corso di formazione specifica in medicina generale istituito dal decreto legislativo 8 agosto 1991, n. 256 (Attuazione della direttiva n. 86/457/CEE, relativa alla formazione specifica in medicina generale, a norma dell'art. 5 della L. 30 luglio 1990, n. 212).

Nei casi di cui alle lettere c) e d), è altresì necessaria la frequenza di corsi integrativi di formazione specifica teorico-pratica sull'emergenza sanitaria con particolare riguardo al Basic life support (BLS), al Basic trauma life support (BTLS) e all'Advanced cardiac life support (ACLS).

Ai fini del calcolo dei punteggi le frazioni di mesi superiori a 15 giorni sono valutate come mese intero.

Riguardo alla guardia medica per frazione di mese da valutare come mese intero si intende un complesso di ore di attività superiore a 48. Per le attività considerate in ore (medico di elisoccorso) per ogni frazione superiore alle 50 ore vengono valutate 100 ore.

Non sono valutabili attività che non siano espressamente previste dalla legge regionale 4 maggio 1998, n. 21, art. 5, commi 2 e 3.

A parità di punteggio complessivo prevalgono, nell'ordine l'attività svolta in Valle d'Aosta, il voto di laurea e l'anzianità di laurea.

Tutti i medici incaricati ai sensi della delibera di Giunta Regionale n. 1632 del 17/05/1999 avranno l'obbligo della partecipazione e del superamento del corso di formazione per il conseguimento dell'idoneità all'esercizio dell'attività di emergenza sanitaria territoriale, ai sensi dell'art. 96 dell'Accordo Collettivo Nazionale per la disciplina dei rapporti con i medici di medicina generale 23 Marzo 2005;

Si raccomanda di scrivere in stampatello e, nel caso di invio a mezzo PEC, di inviare i documenti in un unico file.

ATTENZIONE: in caso di dichiarazioni mendaci si incorre in responsabilità penalmente sanzionabili (art. 76 del D.P.R. 445/2000).

ANNEXE MET

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE
TERRITORIAL DES URGENCES

– LISTE D'APTITUDE –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, et inscrit(e) sous le numéro _____ au classement régional valable au titre de
2023,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de la lettre b) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences visés à la délibération y afférente publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des urgences, obtenue le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- être inscrit(e) au classement régional au titre du Service des urgences territoriales valable pour 2023, avec _____ points et n'avoir pas été titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des urgences au moment de l'expiration du délai d'inscription au classement en cause ou de présentation de titres complémentaires (à savoir le 31 janvier 2022) ;
- résider dans la commune de _____ depuis le _____ ;
- être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de la continuité des soins, dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste depuis le _____ /ne pas être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée au titre de la continuité des soins, dans le cadre de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

JE DÉCLARE PAR AILLEURS :

- n'être titulaire d'aucun emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des urgences.

Je joins au présent acte la documentation ou l'auto-certification attestant, d'une part, mon droit à me porter candidat(e) en vue de l'attribution de l'un des postes en cause et, d'autre part, mon ancienneté globale au titre de la continuité des soins.

Pièces jointes :

– nombre de documents : ____ (_____).

Je demande que toute communication soit envoyée :

à l'adresse de ma résidence ;

à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

Je joins au présent acte mon certificat historique de résidence ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins inscrits au classement unique régional valable au titre de 2023 qui réunissent les conditions requises pour exercer leur activité dans le cadre du Service territorial des urgences.

Les médecins sont classés en fonction des critères indiqués ci-après :

- a) Points qui leur sont attribués au classement régional visé à l'art. 19 ;
- b) Résidence sur le territoire du ressort de l'Agence qui a pris la délibération relative aux postes vacants depuis deux ans au moins à la date d'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional ; la condition relative à la résidence doit être remplie jusqu'à la date d'attribution du poste (5 points) ;
- c) Résidence en Vallée d'Aoste depuis deux ans au moins à la date d'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional ; la condition relative à la résidence doit être remplie jusqu'à la date d'attribution du poste (20 points).

Les intéressés ne peuvent présenter qu'une seule candidature, rédigée conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

Tout candidat doit joindre à sa candidature un certificat de résidence précisant la date à laquelle celle-ci a été obtenue (jour, mois et année) ou, au sens de l'art. 46 du texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière de documents administratifs visé au décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, une auto-certification attestant la résidence et la date à laquelle celle-ci a été obtenue.

ATTENTION : en cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales indiquées à l'art. 76 du DPR n° 445/2000.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE MET 1

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE TERRITORIAL DES URGENCES
– MUTATION –

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____, titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service
territorial des urgences de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, de la région _____
depuis le _____ et justifiant d'une ancienneté globale de _____ mois dans le cadre dudit
service,

DEMANDE À ÊTRE MUTÉ(E),

au sens des dispositions de la lettre a) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national des
médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril
2022, sur l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences visés à la délibération y
afférente publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du
_____.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de
la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au
sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de
_____ le _____, avec la note de _____ ;
- être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des
urgences, obtenue le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
- être titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des
urgences de l'Agence sanitaire locale n° _____ de _____, de la région _____ depuis le
_____ ;
- avoir été titulaire d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des
urgences, à savoir :
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____.

Je joins au présent acte la documentation requise ou l'auto-certification y afférente et la déclaration tenant
lieu d'acte de notoriété attestant, d'une part, mon droit à me porter candidat(e) en vue de l'attribution de l'un
des postes en cause et, d'autre part, mon ancienneté globale dans le cadre du Service territorial des urgences.

Nombre de pièces jointes : ____ (_____).

Je demande que toute communication soit envoyée :

à l'adresse de ma résidence ;

à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur candidature en vue de la mutation sur l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui sont titulaires d'un emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des urgences de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste ou d'une Agence d'une autre région depuis, respectivement, un ou deux ans au moins.

Les mutations sont possibles jusqu'à concurrence d'un tiers des postes à pourvoir ; les fractions résultant du calcul dudit tiers sont arrondies à l'entier le plus proche.

Au cas où un seul poste serait vacant, il peut être pourvu par mutation.

Les médecins sont classés sur la base de l'ancienneté de leur emploi sous contrat à durée indéterminée dans le cadre du Service territorial des urgences, déduction faite des éventuelles périodes de suspension du mandat au sens du premier alinéa de l'art. 22 de l'Accord collectif national du 28 avril 2022. L'ancienneté est calculée jusqu'à la date de publication de la délibération relative aux postes vacants publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste. En cas d'égalité de rang de classement, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'une seule candidature, rédigée conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE MET2

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE TERRITORIAL DES URGENCES

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de 2023)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des dispositions de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences visés à la délibération y afférente publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- réunir les conditions prévues par la lettre c) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur et avoir obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale le _____ avec la note de _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ (une photocopie du diplôme doit être annexée) ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des urgences, obtenue le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____ ;
- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à savoir _____/n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____
Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale après l'expiration du délai de présentation de la demande d'inscription au classement régional valable au titre de l'année en cours. En l'occurrence, la possession dudit diplôme doit faire l'objet d'une auto-certification de la part de l'intéressé lors du dépôt de sa candidature, au sens de la lettre c) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022.

Les médecins en cause sont pris en compte après ceux qui ont demandé leur mutation et après ceux qui sont inscrits au classement régional valable au titre de 2023 et sont classés en fonction de leur âge au moment de l'obtention de leur diplôme, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci, au sens du dixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif susmentionné. En cas d'égalité de rang de classement, la priorité est donnée, dans l'ordre, au candidat qui réside dans une zone insuffisamment pourvue de médecins, au candidat qui réside en Vallée d'Aoste et, enfin, au candidat qui réside dans une région autre que la Vallée d'Aoste.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

ANNEXE MET 3

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE TERRITORIAL DES URGENCES

(Peuvent faire acte de candidature les médecins qui suivent en 2023 le cours de formation spécifique en médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des lettres d) et e) du sixième alinéa de l'art. 63 de l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences visés à la délibération y afférente publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- suivre la _____ année du cours de formation spécifique en médecine générale sur trois ans au titre de la période _____ - _____, organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste et ayant démarré le _____ et être/ne pas être titulaire de la bourse d'études y afférente ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des urgences, obtenue le _____ à l'issue du cours organisé par la Région _____ ;
- résider dans la commune de _____, province de _____, depuis le _____ ;
- exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à savoir _____ /n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____
Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it leur candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Aux termes du premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, peuvent faire acte de candidature les diplômés en médecine et chirurgie justifiant de l'habilitation à l'exercice de leur profession et inscrits au cours de formation spécifique en médecine générale organisé par la Région autonome Vallée d'Aoste.

Les médecins en cause sont pris en compte lorsqu'à l'issue des procédures prévues par l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, un ou plusieurs postes seraient encore vacants dans le cadre du Service territorial des urgences et, en tout état de cause, après ceux qui ont obtenu le diplôme de formation spécifique en médecine générale et après ceux qui ont droit, à quelque titre que ce soit, à être inscrits au classement régional.

Les médecins sont convoqués suivant l'ordre ci-après :

- médecins qui suivent la troisième année du cours ;
- médecins qui suivent la deuxième année du cours ;
- médecins qui suivent la première année du cours.

(NB : pour ceux qui ont été admis au cours, sur la base de la liste d'aptitude, après le début de celui-ci, il est pris en compte la date à laquelle ils ont commencé à suivre ledit cours).

À égalité d'année de cours suivie, les médecins sont classés suivant les critères indiqués ci-après, en application des onzième et treizième alinéas de l'art. 63 de l'Accord collectif national en vigueur :

- âge lors de l'obtention du diplôme de médecine et chirurgie, priorité étant donnée au médecin le plus jeune ;
- note dudit diplôme ;
- ancienneté dudit diplôme.

En cas d'égalité de rang de classement, priorité est donnée, dans l'ordre, au candidat qui, à la date de publication de la délibération relative aux postes vacants, réside sur le territoire du ressort de l'Agence qui a pris ladite délibération, au candidat qui réside en Vallée d'Aoste et, enfin, au candidat qui réside dans une région autre que la Vallée d'Aoste.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.

ANNEXE MET4

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE TERRITORIAL DES URGENCES

(Au sens des deux cent soixante-douzième et deux cent soixante-treizième alinéas de l'art. 1^{er} de la loi
n° 234 du 30 décembre 2021)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE

que me soit attribué, au sens des deux cent soixante-douzième et deux cent soixante-treizième alinéas de l'art. 1^{er} de la loi n° 234 du 30 décembre 2021, l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences visés à la délibération y afférente publiée au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste n° _____ du _____.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des urgences obtenue le _____ à l'issue du cours de formation organisé par la Région _____ au sens de l'art. 96 de l'Accord collectif national du 29 juillet 2009 ;
- avoir obtenu l'habilitation à l'exercice de la profession le _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ sous le n° _____ ;
- ne pas être titulaire du diplôme de formation spécifique en médecine générale visé au décret législatif n° 368 du 17 août 1999 ;
- être titulaire d'un contrat à durée déterminée dans le cadre du Service territorial des urgences attribué au sens de l'art. 66 de l'Accord collectif national en vigueur au sein de l'Agence _____ de la Région _____ depuis le _____ (jour/mois/année) ;
- justifier, à la date du 1^{er} janvier 2022, d'une ancienneté de service d'au moins trente-six mois, même non consécutifs, effectué au cours des dix dernières années (du 1^{er} janvier 2012 au 1^{er} janvier 2022) dans le cadre d'un Service des urgences territoriales 118 sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée, à savoir :

du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;

du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;

du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;

du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____, correspondant à une ancienneté globale de service dans le cadre du Service territorial des urgences de _____ mois, déduction faite des périodes de suspension du mandat visées au premier alinéa de l'art. 22 de l'Accord collectif national du 28 avril 2022 et indiquées ci-après :

du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ ;
du _____ au _____, auprès de l'Agence USL de _____ de la région _____ .

Aux fins du calcul de l'ancienneté de service, il y a lieu d'indiquer également dans le point ci-dessus la période d'activité relative à l'emploi déclaré au point précédent, jusqu'au 1^{er} janvier 2022.

Je joins au présent acte la documentation ou l'auto-certification attestant, d'une part, mon droit à me porter candidat(e) en vue de l'attribution de l'un des postes en cause et, d'autre part, mon ancienneté globale dans le cadre du Service territorial des urgences.

Pièces jointes :

– nombre de documents : ____ (_____).

Je demande que toute communication soit envoyée :

à l'adresse de ma résidence ;

à l'adresse indiquée ci-après :

c/o _____, commune de _____, code postal _____, province de _____,
rue/hameau de _____, n° _____.

Je joins au présent acte l'auto-certification et la déclaration tenant lieu d'acte de notoriété.

_____, le _____

Lieu et date

*Signature en toutes lettres**

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir par *PEC* au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins titulaires d'un contrat à durée déterminée au sein des structures relevant du Service des urgences territoriales 118 qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi budgétaire n° 234 du 30 décembre 2021 (à savoir le 1^{er} janvier 2022), justifient d'une ancienneté de service d'au moins trente-six mois.

L'ancienneté de travail est calculée en fonction des services, même non consécutifs, effectués au cours des dix dernières années dans le cadre d'un Service des urgences territoriales 118 sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée et est prise en compte aux fins de l'établissement du classement en vue de l'attribution des postes. En cas d'égalité d'ancienneté de travail, les médecins sont classés en fonction de leur âge, priorité étant donnée au candidat le plus jeune, de leur note de diplôme et de l'ancienneté d'obtention de celui-ci ; par ailleurs, priorité est donnée, dans l'ordre, au candidat qui réside dans une zone insuffisamment pourvue de médecins, au candidat qui réside en Vallée d'Aoste et, enfin, au candidat qui réside dans une région autre que la Vallée d'Aoste.

Les intéressés ne peuvent présenter qu'une seule candidature, rédigée conformément au modèle ci-dessus, disponible à la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

Tout candidat doit joindre à sa candidature un certificat de résidence précisant la date à laquelle celle-ci a été obtenue (jour, mois et année) ou, au sens de l'art. 46 du texte unique des dispositions législatives et réglementaires en matière de documents administratifs visé au décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, une auto-certification attestant la résidence et la date à laquelle celle-ci a été obtenue.

ATTENTION : en cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales indiquées à l'art. 76 du DPR n° 445/2000.

Le fait de ne pas se présenter dans le délai fixé par la lettre de convocation formelle vaut de plein droit renonciation au poste.

ANNEXE MET5

CANDIDATURE EN VUE DE L'ATTRIBUTION
D'UN POSTE DANS LE CADRE DU SERVICE TERRITORIAL DES URGENCES

(Peuvent faire acte de candidature les médecins visés au point 1 de la délibération du Gouvernement régional n° 1632 du 17 mai 1999)

Timbre fiscal
16 euros

Agence USL de la Vallée d'Aoste
Direction de l'aire territoriale
Bureau des conventions collectives nationales uniques
1, rue Guido Rey
11100 AOSTE
PEC : protocollo@pec.ausl.vda.it

Je soussigné(e) _____, né(e) le _____, à _____, province de _____,
H F , code fiscal _____, résidant à _____,
province de _____, rue _____, n° _____, code postal _____, tél. _____,
PEC _____,

DEMANDE,

au sens du point 1) de la délibération du Gouvernement régional n° 1632 du 17 mai 1999 et au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'Accord collectif national des médecins généralistes rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 112 du 21 juin 2018 et par le premier alinéa de l'art. 9 du décret-loi n° 135 du 14 décembre 2018, converti en la loi n° 12 du 11 février 2019, un ou plusieurs postes seraient encore vacants dans le cadre du Service territorial des urgences, que me soit attribué l'un desdits postes.

À cet effet, averti(e) des sanctions administratives et pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000 en cas de déclarations mensongères, je déclare sur l'honneur, au sens des art. 46 et 47 dudit décret :

- être titulaire du diplôme de médecine et chirurgie, obtenu auprès de l'Université des études de _____ le _____, avec la note de _____ ;
- être inscrit(e) à l'ordre des médecins et des chirurgiens de _____ ;
- ne pas être titulaire de l'habilitation à l'exercice de la profession dans le cadre du Service territorial des urgences ;
- remplir au moins l'une des conditions ci-après, prévues par la DGR n° 1632/1999 (*cocher la lettre qui intéresse*) :
 - a) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois en tant que médecin salarié titulaire ou chargé de fonctions au sein :
 - du service des urgences d'un hôpital ;
 - d'un service des urgences 118 ;
 - d'une unité opérationnelle d'anesthésie et de réanimation ;
 - b) Justifier d'une expérience d'au moins trois cents heures, en tant que médecin d'un service de secours en montagne par hélicoptère ;
 - c) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins douze mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale (*le candidat doit participer à des cours complémentaires de formation théorique et pratique en matière d'urgences, portant notamment sur le Basic life support – BLS, le Basic trauma life support – BTLS et l'Advanced cardiac life support – ACLS*) ;

- d) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale et avoir été chargé de fonctions pendant au moins six autres mois dans une autre unité opérationnelle hospitalière (*le candidat doit participer à des cours complémentaires de formation théorique et pratique en matière d'urgences, portant notamment sur le Basic life support – BLS, le Basic trauma life support – BTLS et l'Advanced cardiac life support – ACLS*) ;
- e) Justifier de l'attestation de participation au cours de formation spécifique en médecine générale organisé au sens du décret législatif n° 256 du 8 août 1991 (Application de la directive n° 86/457/CEE, relative à la formation spécifique en médecine générale, aux termes de l'art. 5 de la loi n° 212 du 30 juillet 1990).
- résider dans la commune de _____ , province de _____ , depuis le _____ ;
 - exercer une activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national, à savoir _____ /n'exercer aucune activité, à quelque titre que ce soit, dans le cadre du Service sanitaire national.

JE DÉCLARE, PAR AILLEURS,

être conscient(e) du fait que je serai convoqué(e) par une communication ad hoc seulement au cas où, à l'issue des procédures prévues par l'Accord collectif national rendu applicable par la décision de la Conférence État-Régions n° 71 du 28 avril 2022, un ou plusieurs postes seraient encore vacants dans le cadre du Service territorial des urgences.

Adresse à laquelle toute communication doit être envoyée, si elle ne coïncide pas avec celle indiquée ci-dessus :

_____, le _____

Lieu et date

Signature en toutes lettres*

* En lieu et place de la signature légalisée, une photocopie non authentifiée d'une pièce d'identité suffit.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les intéressés doivent faire parvenir au Bureau des conventions collectives nationales uniques de la Direction de l'aire territoriale de l'Agence USL de la Vallée d'Aoste (1, rue Guido Rey – 11100 Aoste) ou bien par *PEC*, à l'adresse protocollo@pec.ausl.vda.it, leur candidature en vue de l'attribution de l'un des postes vacants dans le cadre du Service territorial des urgences dans les vingt jours, délai de rigueur, qui suivent la publication de la délibération y afférente au Bulletin officiel de la Région (NB : Les documents doivent être envoyés en un seul fichier).

Peuvent faire acte de candidature les médecins visés au point 1 de la délibération du Gouvernement régional n° 1632 du 17 mai 1999, à savoir les médecins qui ne sont pas titulaires de l'habilitation délivrée à l'issue d'un cours de formation organisé au sens de l'art. 96 de l'Accord collectif national en vigueur, mais qui répondent au moins à l'une des conditions ci-après, prévues par la DGR susmentionnée, prise en application de la loi régionale n° 21 du 4 mai 1998 :

- a) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois en tant que médecin salarié titulaire ou chargé de fonctions au sein :
 - du service des urgences d'un hôpital ;
 - d'un service des urgences 118 ;
 - d'une unité opérationnelle d'anesthésie et de réanimation ;
- b) Justifier d'une expérience d'au moins trois cents heures, en tant que médecin d'un service de secours en montagne par hélicoptère ;
- c) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins douze mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale ;
- d) Justifier d'une expérience prouvée d'au moins six mois, même non consécutifs, dans le cadre d'un service de permanence médicale et avoir été chargé de fonctions pendant au moins six autres mois dans une autre unité opérationnelle hospitalière ;
- e) Justifier de l'attestation de participation au cours de formation spécifique en médecine générale organisé au sens du décret législatif n° 256 du 8 août 1991 (Application de la directive n° 86/457/CEE, relative à la formation spécifique en médecine générale, aux termes de l'art. 5 de la loi n° 212 du 30 juillet 1990).

Le candidat qui répond à la condition visée à la lettre c) ou à la lettre d) doit participer à des cours complémentaires de formation théorique et pratique en matière d'urgences, portant notamment sur le *Basic life support (BLS)*, le *Basic trauma life support (BTLS)* et l'*Advanced cardiac life support (ACLS)*.

Aux fins du calcul des points, l'activité exercée pendant plus de quinze jours est considérée comme un mois entier.

L'activité de permanence médicale de plus de quarante-huit heures est considérée comme un mois entier. Quant aux fonctions de médecin du service de secours par hélicoptère, toute activité de plus de cinquante heures est considérée comme ayant duré cent heures.

Les activités non expressément prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'art. 5 de la LR n° 21/1998 ne sont pas prises en compte.

En cas d'égalité de points, priorité est donnée, dans l'ordre, au candidat qui a exercé son activité en Vallée d'Aoste, au candidat dont la note de diplôme est la meilleure ou au candidat qui a obtenu son diplôme depuis plus longtemps.

Les médecins chargés de fonctions au sens de la DGR n° 1632/1999 sont tenus de suivre et de réussir le cours de formation pour l'habilitation à l'exercice de leur profession dans le cadre du Service territorial des urgences, au sens de l'art. 96 de l'Accord collectif national du 23 mars 2005.

Les candidatures doivent être rédigées en lettres capitales et, en cas d'envoi par *PEC*, tous les documents devant être annexés doivent être réunis en un seul fichier.

ATTENTION : En cas de déclarations mensongères, il est fait application des sanctions pénales prévues par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000.